que faire?

revue communiste

« **Unité d'action, liberté de discussion et de critique**, voilà notre définition. Cette discipline est la seule digne du parti démocratique de la classe avancée. »

LENINE, décembre 1906.)

— Sommaire —

EDITORIAL : Une charte d'unité réformiste ..... page 1

P. LENOIR : Oserons-nous vaincre, p. 6

SPECTATOR : Sur le caractère de l'Etat Soviétique ..... page 13

TRIBUNE DE DISCUSSION : MARCEL BREVAL : Si la guerre éclatait contre l'U.R.S.S. ..... page 24

PIERRE RIMBERT : Sur la lettre de Lénine aux ouvriers américains.. page 32

VIE DU PARTI : Le parti et la déclaration de Staline ..... page 33

N° 7 Juillet 1935 PRIX 1 fr.

QUE FAIRE ?

Revue Communiste mensuelle

ABONNEMENTS

France : Un an .... 10 fr. Six mois ..... 5 fr.
Etranger : — .... 18 fr. — ..... 10 fr.
Abonnement de soutien : 20 fr.

CORRESPONDANCE ET MANDATS :
G. RUCAR, 10, Rue Gay-Lussac, PARIS-Ve
Chèque Postal Paris 1290-77

La Revue "Que Faire" se propose :

1) D'étudier les causes et le caractère de la crise du mouvement communiste français et mondial ;

2) De combattre toutes les tendances qui mènent à la revision du marxisme-léninisme et des principes de l'Internationale communiste élaborés par Lénine ;

3) D'analyser les problèmes concrets de la révolution prolétarienne en France, d'apprécier, à la lumière du marxisme-léninisme, la vie politique et sociale du pays, et de soumettre à la critique marxiste les courants et les partis politiques ;

4) De grouper autour de la revue tous les communistes prêts à lutter sur la base des principes de la 3e Internationale, pour le rétablissement de la démocratie intérieure dans le parti communiste, sans laquelle le parti ne peut avoir de politique juste ;

5) De rechercher, ensemble avec tous les communistes, les meilleures voies et les moyens pour aboutir à ce but.

Tous les camarades sont priés de nous envoyer leurs observations, notes, articles, et de collaborer avec nous à la réalisation de nos tâches.

Une Charte d'Unité Réformiste

« L'Humanité » du samedi 8 juin a publié sous le titre : « Charte d'Unité de la classe ouvrière de France » un projet soumis par le P.C. au P.S. comme base du « parti unique du prolétariat ». Quelques jours après, au Congrès de Mulhouse, Zyromski se déclarait dans l'ensemble en accord avec ce texte. L'accord Thorez-Zyromski sur une telle base d'unification est parfaitement logique, le projet proposé n'étant plus une plate-forme communiste. En effet, dans une série de questions fondamentales le projet de charte révise les principes fondamentaux du communisme qui furent à la base de la fondation de la IIIe Internationale en 1919-1920.

∴

Le projet de charte fait de l'unité de la classe ouvrière une sorte de fétiche. En opposition totale avec le marxisme-léninisme il tait absolument le fait historique de l'existence de deux courants — révolutionnaire et réformiste — dans la classe ouvrière. Il tait absolument le rapport économique qui existe entre la bourgeoisie impérialiste et son agence dans le mouvement ouvrier : le réformisme. Il tait le fait que l'unité de la lutte prolétarienne pour la révolution socialiste exige de la part du parti ouvrier la rupture avec les éléments réformistes. C'est l'abandon de la condition numéro 7 qui exige « de préconiser la rupture avec le réformisme et centrisme parmi les membres du parti ». Ainsi, il révise formellement les 21 conditions d'adhésion à l'I.C. qui disent entre autres : « Aucun communiste ne doit oublier les leçons de la République des Soviets hongroise. L'union des communistes hongrois avec les réformistes a coûté cher au prolétariat hongrois ».

Au lieu de montrer la nécessité historique de la scission entre révolutionnaires et réformistes, il « l'explique » par le fait regrettable — et qui n'a que trop duré — d'une « minorité indisciplinée » au congrès de Tours. Après avoir ainsi « justifié » l'union avec le réformisme, le projet se retourne du côté des travailleurs communistes et se contredit avec des phrases vagues et inoffensives sur la nécessité de combattre la collaboration, de se dégager des influences de l'ennemi capitaliste.

Au lieu de montrer que la base idéologique du parti du prolétariat ne peut être que le marxisme — développé par Lénine dans la période de l'impérialisme — le projet oppose à cette conception celle d'une prétendue synthèse du proudhonisme et du marxisme, unissant « la politique de classe intransigeante de Jules Guesde à la politique de rassemblement des masses populaires contre la réaction symbolisée par Jaurès », c'est-à-dire que son idéal est celui du parti S.F.I.O. de 1905 à 1914.

L'adoption de cette idéologie éclectique petite bourgeoise n'empêche d'ailleurs pas le projet de s'infliger lui-même ensuite la contradiction en déclarant avec un cynisme déconcertant que le parti du prolétariat doit combattre « toutes les variétés de la pensée bourgeoise et de l'opportunisme théorique et pratique ».

Le projet révise la notion fondamentale marxiste-léniniste de l'hégémonie du prolétariat. Il déclare défendre les intérêts quotidiens de la petite bourgeoisie, parle d'unir toute la population laborieuse en un même combat contre le capitalisme, sans dire le rôle de guide du prolétariat — seule classe révolutionnaire, — sans dire qu'il ne saurait être question pour le prolétariat de défendre **tous** les intérêts immédiats des couches petites bourgeoises, mais que cette défense est subordonnée aux intérêts de classe du prolétariat. Il en arrive à défendre la notion du « parti des travailleurs », le parti de « l'unité des travailleurs » comme s'il existait une classe des travailleurs plus large que la classe ouvrière et la notion petite bourgeoise du bloc anticapitaliste dans lequel le prolétariat est paralysé et noyé. En ce sens c'est un projet de charte pour un « parti du Front populaire » genre Montagne de 1849, qui n'a plus rien de commun avec la charte d'un parti communiste.

***

Dans la question de la lutte contre la guerre et en cas de guerre la charte accumule l'équivoque et la duplicité. Elle prétend dans la lutte contre la guerre à la fois s'inspirer de la lutte menée par Jaurès et à la fois être fidèle aux enseignements de Lénine, comme si le jauressisme et le léninisme notamment dans la question de la guerre ne partaient pas de points de vue absolument différents : la lutte de Jaurès pour les tribunaux d'arbitrage, pour l'alliance franco-russe, pour la défense nationale de la France impérialiste en cas « d'agression », etc., s'oppose du tout au tout à la lutte de Lénine contre la guerre impérialiste. Il n'est pas jusqu'à la lutte de Jaurès contre la guerre du Maroc qui ne soit basée sur une toute autre conception que la conception léniniste de la nécessité de soutenir la guerre menée par les Marocains contre l'impérialisme français. Cette confusion voulue ne peut avoir d'autre but que de justifier le passage du parti sur les positions de la défense nationale et du soutien de la bourgeoisie impérialiste en cas de guerre. A plusieurs reprises la charte dit que la classe ouvrière ne peut pactiser avec la bourgeoisie de son pays en cas de guerre entre nations impérialistes et qu'il n'y a pas de défense nationale pour les prolétaires en cas de guerre impérialiste. Ce qui est absolument juste. Mais la guerre qui est aujourd'hui à l'ordre du jour c'est la guerre dans laquelle l'U.R.S.S. serait alliée à la France impérialiste contre l'Allemagne impérialiste. Et dans cette éventualité la charte se garde bien de prétendre qu'il faut continuer à nier la défense nationale de la patrie impérialiste, elle se garde bien de prétendre qu'il est encore impossible à la classe ouvrière de pactiser avec sa bourgeoisie. Elle se borne à dire que la classe ouvrière doit « Joindre ses efforts à ceux de l'armée révolutionnaire ». Cette formule vague et équivoque à dessein n'a d'autre but que de préparer le prolétariat à accepter dans cette guerre le rôle de chair à canon passive sous la direction de sa bourgeoisie, à reconnaître **dans cette guerre** la défense nationale. C'est le pacte avec sa bourgeoisie impérialiste. C'est déjà dans un texte constitutif du parti du prolétariat l'application de la directive monstrueuse de Staline. « Reconnaissance de la défense nationale de la France impérialiste. » Le soutien de l'U.R.S.S. **par tous les moyens** (en caractère gras dans le projet) s'avère être un prétendu soutien par le moyen de l'union sacrée du prolétariat avec sa bourgeoisie.

Le projet considère que le régime institué en U.R.S.S. assure l'exercice de la dictature du prolétariat dans les conditions d'une **« véritable démocratie prolétarienne »**. En place d'une appréciation marxiste-léniniste du régime de l'U.R.S.S. — dont Lénine disait en 1921 qu'il était un Etat prolétarien avec déviation bureaucratique —, en place de la constatation d'un développement énorme de la bureaucratisation de l'Etat prolétarien depuis la mort de Lénine et des conclusions que tout marxiste doit tirer de ce fait, le projet abandonnant le terrain marxiste-lénisniste idéalise la bureaucratisation de l'U.R.S.S. qu'il identifie avec le socialisme et y subordonne les intérêts de la révolution prolétarienne en France (obligation pour le prolétariat français de reconnaître le devoir de défense nationale de la France impérialiste en cas de guerre aux côtés de l'U.R.S.S.) Mais cela n'empêche pas ensuite d'écrire froidement des phrases sur « l'opposition irréductible à l'ordre social de la bourgeoisie ».

Sur le régime intérieur du parti, le projet déclare que « toutes les décisions doivent être prises après une discussion entièrement libre ». Cette belle affirmation est en contradiction totale avec la pratique du parti depuis de nombreuses années. Chacun sait qu'il n'existe aucune liberté de discussion dans le P.C. actuel toutes les fois qu'il s'agit précisément de questions importantes. Il suffit de reprendre **chaque décision importante**

prise par le P.C.F. au cours de ces dernières années pour voir que **pas une seule** ne fut non seulement discutée, mais même pas portée à la connaissance du parti avant sa mise en vigueur.

Citons seulement les dernières décisions : où, quand et par quel moyen le parti a-t-il discuté de la tactique du front populaire avant l'application de cette décision ? Où et quand et par quel moyen a-t-il discuté de l'entrée de la fraction parlementaire du P.C. dans la délégation des gauches et de l'appui éventuel d'un gouvernement radical par le P.C. ? Où, quand et par quel moyen a-t-il discuté de la déclaration de Staline avant son approbation par Thorez et Cie ? N'est-il pas obligé de l'approuver sans discussion ? Enfin, quel est le membre du parti qui a eu connaissance du texte du projet de charte d'unité et de la décision de publier ce texte inouï mais d'importance énorme, avant le samedi 8 juin, jour de sa publication ?

La phrase sur la liberté de discussion n'est qu'une plaisanterie cynique de la part de la direction officielle du parti de même que tout le passage sur le centralisme démocratique. A la formule léniniste : « unité d'action, liberté de discussion et de critique » le projet oppose le centralisme bureaucratique sous couvert **« d'unité idéologique »**. S'il existe cette prétendue unité idéologique à quoi bon discuter, n'est-ce pas ? En réalité, cette unité idéologique n'existe dans le P.C. moins que partout ailleurs pour la bonne raison que sa direction est dépourvue de toute idéologie, à moins que l'on nomme « idéologie » la croyance aveugle à l'infaillibilité de Staline ; que le niveau idéologique du parti est extrêmement bas et sans cesse abaissé, ou que plus exactement l'idéologie marxiste léniniste a été remplacée de haut en bas par une idéologie de milice désarmée. En introduisant cette notion « d'unité idéologique », pseudonyme de centralisme bureaucratique et d'obéissance mécanique, la charte révise la notion léniniste du parti. Pas de discipline possible, dit Lénine, sans en premier lieu la **conscience** de l'avant-garde prolétarienne. Et cette conscience ne peut se manifester sans liberté de discussion.

Le projet atténue à dessein, estompe en formules les plus vagues possibles les thèses les plus importantes des 21 conditions sur le travail légal et illégal dans l'armée, sur la combinaison du travail légal et illégal, sur le soutien non en paroles mais en fait des mouvements libérateurs dans les colonies... ou bien il en parle par incidence. Ou même il se tait sur ces questions, comme par exemple, sur l'organisation de noyaux communistes (condition n° 9) dans les organisations de masse sans parti. Plus un mot sur l'obligation de « créer partout un organisme clandestin capable de remplir au moment décisif son devoir envers la révolution » (condition n° 6). De même par un mot pour dénoncer — comme l'**exigent** les 21 conditions — la Société des

au profit de qui ? des bourgeoisies nationales ?

Nations, le social patriotisme et le social pacifisme, le désarmement, les pactes (condition n° 6).

Pour terminer, le projet présente le programme que réalisera au pouvoir le gouvernement ouvrier et paysan. A une série de mesures prises dans les anciens textes, on a éprouvé le besoin d'ajouter la promesse que « le gouvernement ouvrier et paysan poursuivra une large politique de distractions et de fêtes populaires ». Il faut surmonter le sentiment grotesque qui saisit à cette lecture pour comprendre l'importance symptômatique de cette formule et à quel degré de mépris des masses il faut arriver pour reprendre les termes mêmes du César démagogue : « Du pain et des jeux ». Ce mépris de la masse se manifeste par la façon même dont on présente « ce que réalisera » le gouvernement ouvrier et paysan. Non seulement on ne montre pas les voies et les moyens concrets qui permettront, aux prix de luttes et de sacrifices inouïs, l'instauration de ce gouvernement, mais on présente ce gouvernement comme complètement détaché de la situation actuelle de la classe ouvrière et de la paysannerie de France, comme une sorte de cadeau céleste dont la classe ouvrière sera comblée pourvu qu'elle soit unie et qu'elle suive le guide : Staline.

***

En résumé, ce texte présente la révision systématique des 21 conditions d'adhésion à la IIIe Internationale, mais présentée de telle façon qu'en regard de chaque révision on peut trouver une affirmation générale de fidélité aux principes. Cette méthode est précisément la caractéristique du centrisme réformiste. Elle laisse toute liberté aux éléments réformistes pour justifier leurs trahisons par telle ou telle citation de la charte, elle permet de continuer la bureaucratisation du parti, tout en illusionnant les ouvriers révolutionnaires par des phrases « orthodoxes » et par la proclamation platonique des buts révolutionnaires de dictature du prolétariat et de communisme.

Après avoir révisé dans la pratique une série de principes du marxisme-léninisme, la direction officielle du P.C. en accord avec l'I.C. proclame aujourd'hui la nécessité de consacrer et de codifier les reniements dans un document officiel où le parti cesse d'être le parti communiste pour devenir un parti socialiste centriste baptisé officiellement « parti unique du prolétariat ».

Tous les membres conscients du parti, tous les travailleurs révolutionnaires qui veulent rester communistes, qui veulent rester fidèles aux principes de la IIIe Internationale, doivent se grouper autour d'une charte constitutive d'un parti communiste unique. Ils doivent collaborer à « Que Faire ? », se grouper en cercles des « amis de « Que Faire ? » pour organiser la lutte afin de sauver le drapeau de Marx et de Lénine, afin d'arracher le parti communiste aux mains des directions officielles du P.C.F. et de l'I.C. qui abandonnent ouvertement le terrain du communisme.

QUE FAIRE ?

Oserons-nous vaincre ?

« ... La lutte de classe interdit le commerce des classes. Nous ne voulons pas de ce commerce là... Le jour où vous accepteriez la méthode nouvelle, ce jour-là, vous auriez fait non seulement un marché de dupes mais auriez soufflé sur la grande expérience de rénovation qui aujourd'hui met debout le monde du travail. »

(Jules Guesdes, Discours de Lille, mars 1900.)

Dans ce passage Jules Guesde oppose à « la méthode nouvelle », de collaboration avec la bourgeoisie de gauche, préconisée par les réformistes, la méthode éprouvée du socialisme, action de classe indépendante. La lutte révolutionnaire du prolétariat non seulement mène seule vers le but final — la révolution socialiste —, mais encore c'est elle qui procurer le plus d'avantages immédiats au prolétariat, les réformes n'étant que le sous-produit de la lutte révolutionnaire.

Cinq ans après le discours de Guesde, en 1905, paraît la brochure de Lénine : « Deux tactiques » (1). De même que Guesde, Lénine, dans les conditions particulières de la révolution russe, oppose à « la méthode nouvelle » de soumission à la bourgeoisie de gauche préconisée par les menchéviks, la tactique révolutionnaire de la social-démocratie, tactique de lutte contre la bourgeoisie libérale, pour l'hégémonie sur les larges masses populaires.

Les renseignements révolutionnaires de Lénine et de Guesde (dans la période où il était marxiste révolutionnaire) devinrent la charte fondamentale de l'I.C. et du P.C.F. Mais voici maintenant, après les expériences douloureuses d'après-guerre qui étalèrent la faillite du réformiste et de la politique de collaboration de classe, que les dirigeants du P.C.F. reposent ce problème des deux tactiques qui, semblait-il, était résolu pour les communistes. Ils préconisent une « nouvelle tactique » qui ressemble, comme deux gouttes d'eau, aux vieilleries réformistes.

LA « TROISIEME ISSUE »

Hier encore, les dirigeants du parti répétaient que dans la situation actuelle il n'y a que deux issues possibles à la crise : l'issue bourgeoise, aux frais des travailleurs, et l'issue révolutionnaire que le prolétariat réalisera en renversant la bourgeoisie. Hier encore les Thorez et les Duclos répétaient après Lénine (tout en déformant ses enseignements), que « tous les rêves d'une solution intermédiaire ne sont que des lamentations réactionnaires de petits-bourgeois ».

Et voici qu'aujourd'hui Thorez découvre subitement la TROISIEME ISSUE, la meilleure, la plus harmonieuse conciliant les intérêts de tout le monde, de Bonnevay, membre du parti Flandin, à Marcel Cachin.

(1) Traduction française, voir petite bibliothèque Lénine (Bureau d'Edition) n° 5, Paris 1932.

« Nous avons le sentiment — déclare-t-il à la Chambre le 30 mai — qu'il est possible, actuellement, dans les conditions présentes, d'éviter encore, en attendant le pouvoir des Soviets, la catastrophe pour le pays en appliquant la politique du front populaire. »

Ainsi un troisième programme se fait jour, à côté de celui du grand capital et du prolétariat révolutionnaire : le programme du front populaire. Une nouvelle tactique est préconisée, en opposition avec celle de lutte contre la bourgeoisie : la tactique du front populaire.

En quoi consiste-t-elle ? A proposer aux radicaux de prendre le pouvoir, à leur promettre le soutien des communistes, non seulement à la Chambre, mais dans tout le pays.

« Nous, communistes, nous serions prêts à vous apporter notre appui, M. le Président Herriot, — continue Thorez — si vous ou tout autre chef de votre parti, vouliez prendre la direction d'un gouvernement radical... qui appliquerait réellement la politique du parti radical. »

Thorez promet aux radicaux de les soutenir pour « mener une politique qui puisse éviter au pays la honte de la barbarie, du fascisme et l'horreur d'une nouvelle guerre ». Il considère que dans la Chambre actuelle, Chambre qui depuis février 1934 soutient les gouvernements d'union nationale, il peut se dégager une majorité capable « de conduire à l'application d'une politique gouvernementale de front populaire... si la majorité actuelle voulait tenir compte du vote de ses mandants ».

C'est en application de cette ligne tactique que la direction du parti a pris l'initiative de reconstituer la délégation des gauches, le **cartel** — mais cette fois-ci avec la participation des communistes. C'est en application de cette ligne tactique qu'elle préconise l'extension du front populaire dans tout le pays, par la constitution généralisée d'organismes englobant les organisations de gauche se déclarant prêtes de combattre le fascisme.

Si l'on dégage cette politique de la phraséologie particulière dont la couvrent les dirigeants du parti, nous aurons devant nous la politique appliquée en fait par le parti socialiste dans ce pays depuis 15 ans. Nous eûmes déjà en France à deux reprises, après la guerre, — de 1924-26 et 1932-34 — les gouvernements radicaux, gouvernements du cartel soutenus par les socialistes, gouvernements qui inscrivaient sur leurs drapeaux la lutte contre la réaction, pour la laïcité, pour la paix — tous les points figurant dans le programme gouvernemental préconisé par Thorez et Ramette. Les communistes combattaient invariablement ces gouvernements, les dénonçaient à l'avance. Nous serions curieux d'entendre Thorez nous expliquer pourquoi cette tactique était fausse et pourquoi faut-il maintenant que nous autres, communistes, nous appliquions la politique traditionnelle de la droite socialiste (les socialistes de gauche ayant eu une position plus à gauche que celle de Thorez d'aujourd'hui) ? (2).

On ne peut rejeter en principe un accord du prolétariat avec la démocratie petite-bourgeoise et même avec certaines fractions de la bourgeoisie pour des buts limités. Quand, il y a encore quinze mois, les Thorez, les Duclos rejetaient, en principe, le front unique avec le parti socialiste, ils agissaient non pas en marxistes, mais en sectaires ultra-gauchistes qui confondaient et jetaient dans le même sac tous ceux qui n'étaient pas communistes en les considérant comme « une masse réactionnaire ».

Seulement, leur nouvelle politique ne vaut pas mieux que leur politique

(2) « Je suis beaucoup plus près de l'opinion communiste que de celle de Zyromski et de ses amis », déclare le socialiste de droite, Rivière, à Mulhouse. (*Populaire* du 12 juin).

ancienne. S'il était faux de qualifier Marceau Pivert de social-fasciste et de l'associer avec Tardieu, comme on le faisait avant « le tournant », il est non moins faux de considérer Herriot comme un jacobin, un Bonnevay comme défenseur des libertés démocratiques, et non seulement de les mettre sur le même plan que les socialistes, représentants de la petite bourgeoisie et de l'aristocratie ouvrière, mais aussi sur le même plan que les ouvriers révolutionnaires qui ont lutté **réellement** contre les ligues et sont prêts de continuer cette lutte.

Les maîtres du socialisme scientifique ont déterminé, sur la base de l'expérience du mouvement ouvrier depuis des dizaines d'années, certains principes qui permettent aux révolutionnaires prolétariens, sur la base de l'analyse de la situation concrète, de déterminer quand et comment on peut conclure des accords et des blocs avec les partis petits-bourgeois ou bourgeois, et quand des accords pareils constituent une trahison envers le prolétariat, quels sont les accords acceptables pour les partis prolétariens.

> « Le parti du prolétariat — écrit Engels dans une lettre au socialiste danois de gauche, Trir, le 18 décembre 1889 — peut temporairement soutenir les autres partis quand ils réalisent des mesures directement utiles au prolétariat ou représentant un pas en avant dans la direction du développement économique ou de la liberté politique... En tant que révolutionnaire j'accepte tout moyen qui conduit vers le but, aussi bien le moyen le plus violent que celui qui paraît le plus pacifique. » (3).

Mais Engels montre immédiatement les limites de ce soutien :

> « J'en suis partisan seulement dans le cas où l'avantage qui en découle directement pour nous ou pour le développement historique du pays dans la voix de la révolution économique et politique est incontestable et justifie cette voie. Tout cela à la condition que le caractère prolétarien et de classe du parti ne soit pas mis en jeu. Ceci est pour moi une limite absolue. »

Il suffit d'appliquer ce critère au parti radical pour se convaincre immédiatement que la politique de Thorez et Duclos n'a rien de commun avec la politique marxiste.

Peut-on faire confiance aux radicaux pour nous défendre devant Tardieu, La Rocque, le grand capital qui est derrière eux ?

Herriot, Daladier, soutenus par Blum et Jouhaux, ont montré ce dont ils sont capables. Chaque fois quand il fallait agir contre la réaction, contre les puissances d'argent, ils se comportaient comme de misérables bavards, qui se muent en lapins à la première menace sérieuse des maîtres capitalistes. Daladier le 7 février 1934 a capitulé aussi lamentablement devant la réaction que Herriot en 1925-26 devant les banques, devant « le mur d'argent ». D'ailleurs, chaque crise ministérielle, depuis trois ans, ne nous fournit-elle pas l'image grotesque de chefs radicaux bavardant sur les intérêts du peuple, pleins de menaces verbales contre les spéculateurs, les fraudeurs du fisc, l'oligarchie financière, la Banque de France et se transformant... en agneaux dociles dès qu'il s'agit de prendre la moindre mesure réelle pour appliquer leur propre programme.

Cet esprit de capitulation, ces mensonges ne sont pas toujours conscients, ils ne sont pas dus toujours à la mauvaise volonté, à l'hypocrisie — plusieurs radicaux croient, peut-être, servir les travailleurs, cet esprit découle de la situation objective de la classe sociale — la petite bourgeoisie — dont la pression s'exprime dans la crise du parti radical. Cette classe est liée par des milliers de liens au capital financier qui la domine, dont elle dépend, qu'elle suit ; malgré son mécontentement, ses révoltes, elle est incapable de mener une politique indépendante, une politique opposée à celle du grand capital. Dans la mesure où les masses petites bourgeoises suivent les radicaux, elles s'attèlent au char du grand capital. Le programme REEL des radicaux n'est qu'une variante du programme de la grande bourgeoisie ; les radicaux se placent sur le terrain de la défense du régime capitaliste, de la propriété privée des moyens de production, de l'intangibilité des privilèges capitalistes. La lutte des radicaux contre la réaction n'a rien de commun avec la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie. Les radicaux combattent la réaction, les Tardieu, les Chiappe, non en tant que représentants d'une autre classe, mais comme leurs CONCURRENTS voulant servir les intérêts de la même classe, préserver sa domination contre l'assaut d'en bas.

La « lutte » des radicaux contre les partis réactionnaires se déroule à l'intérieur d'une seule classe. Loin de déborder les cadres de leurs intérêts communs, elle se transforme souvent en une compétition pour les places ministérielles. Ces rapports entre la réaction et les radicaux expliquent la possibilité de leur collaboration dans le même ministère, comme ils expliquent également les batailles grotesques et sordides autour des portefeuilles pendant chaque crise ministérielle. Nous avons ici à faire plutôt avec la lutte de clans qu'avec celle des programmes. L'expérience nous montre que jamais les radicaux n'ont trouvé assez de forces pour s'opposer au « mur d'argent », qu'ils capitulent chaque fois devant la réaction dès que « mère malade » les appelle à son chevet.

Dans ces conditions, faire confiance aux radicaux pour combattre les puissances d'argent, pour désarmer les ligues, pour défendre les intérêts des travailleurs, cela signifie tromper les ouvriers, semer de pures illusions, obscurcir leur conscience de classe ; cela signifie mettre les forces du prolétariat à la disposition des politiciens bourgeois pour soutenir leurs intrigues et leur compétition autour de la défense du régime capitaliste que la classe ouvrière a pour mission d'abattre.

LE FRONT POPULAIRE

Vous reconnaissez pourtant — répondent les partisans de la « nouvelle méthode » — que les radicaux combattre à leur manière la réaction. Or, vu le danger du fascisme, ne faut-il pas, malgré tout ce qui nous sépare, nous associer avec ces alliés hésitants et peu sûrs pour « éviter à notre pays la honte et la barbarie du fascisme ».

Il y a trente ans, les mêmes arguments étaient employés par les mencheviks avec les radicaux russes, les kadets, contre le tsarisme. Voici comment Lénine répondait à cet argument.

> « Imaginez-vous (disait un kadet) que nous sommes en présence d'un fauve, d'un lion, que nous sommes tous les deux des esclaves livrés à sa merci. Les discussions entre nous, ne sont-elles pas déplacées ? Ne sommes-nous pas obligés de nous unir pour la lutte contre cet ennemi commun afin « d'isoler la réaction » ?... Cet exemple est bon, je l'accepte (répond Lénine). Mais comment faire, quand un des esclaves conseille de se procurer des armes pour attaquer le lion, pendant que l'autre précisément au moment de la lutte contemple un écriteau attaché à la poitrine du lion avec l'inscription : « la Constitution » et s'écrie : « je suis contre la violence de gauche et de droite, je suis

(3) *Cahiers du Bolchevisme* n° 2 du 15 janvier 1933, page 105.

membre d'un parti parlementaire, je me place sur le terrain constitutionnel. »

On a l'impression en lisant ces lignes que Lénine a répondu d'avance aux arguments opportunistes de Thorez et compagnie sur les radicaux ; ou plutôt les dirigeants officiels du parti ne font que reproduire les arguments usés des opportunistes et des démocrates petits-bourgeois qui furent toujours combattus par les bolcheviks et par les marxistes révolutionnaires de tous les pays.

Les radicaux — qui sont sans cesse depuis mai 1932 au gouvernement — se refusent à prendre la moindre mesure tant soit peu efficace contre la réaction, contre « les ennemis du peuple », contre les ligues ; au contraire, les gouvernements, avec la participation des radicaux, réservent leurs coups aux ouvriers, aux grévistes, à tous ceux qui se dressent contre la politique de décrets-lois et de spoliation des travailleurs. La réaction et les ligues mènent contre les radicaux et la franc-maçonnerie les plus abjectes des campagnes dans tout le pays (rappelons-nous l'affaire Prince). Ils organisent contre leurs gouvernements des coups d'Etat, comme ce fut le cas le 6 février ; cela n'empêche pas les radicaux de condamner toute violence envers la réaction, de préconiser le respect de la légalité violée par les ligues, de semer les pires illusions dans les masses sur la nécessité de nouveaux et de nouveaux sacrifices, afin d'éviter le pire. Cette propagande radicale que les socialistes, et actuellement aussi les dirigeants communistes, font la leur, est plus nuisible au prolétariat, le démoralise plus, que n'importe quelle manifestation des fascistes.

« LE MOINDRE MAL »

La politique actuelle des dirigeants du parti n'est que la répétition de la tactique de la social-démocratie allemande qui elle aussi préconisa pendant quinze ans, « la troisière issue » tout en « soulignant » son attachement à l'idéal du socialisme. La direction du parti met sa confiance dans les radicaux « moindre mal » par rapport au fascisme, comme la social-démocratie mettait sa confiance dans les gouvernements de la « coalition de Weimar » — front populaire allemand — « afin d'éviter à l'Allemagne la honte de la barbarie du fascisme ». Dans la presse communiste on a montré, à plusieurs reprises, comment la politique de la coalition de Weimar, le soutien ou la participation aux gouvernements bourgeois, a conduit inévitablement au soutien de Hindenbourg et à l'avènement de Hitler. Le flirt actuel de Thorez avec Bonnevay, — hindenbourgiste français — est très significatif... Par sa politique la social-démocratie allemande a démoralisé jusqu'au plus haut degré la classe ouvrière allemande, l'a transformée en appendice passif de la démocratie bourgeoise, a détruit chez elle toute confiance dans ses propres forces et l'a livrée ainsi, désarmée et ligotée, au fascisme. Les ouvriers communistes, à cause de la politique sectaire, ultra-gauchiste de leur parti, furent incapables de s'opposer à la politique de la social-démocratie et d'indiquer aux ouvriers allemands le chemin de la victoire.

La direction de l'I.C. et du P.C.F., après avoir abandonne en France en 1934 la politique sectaire, analogue à celle du parti allemand, se lance maintenant sur la voie de la social-démocratie allemande, voie de la collaboration avec la bourgeoisie de gauche et de renonciation à la politique indépendante de classe.

Vous semblez préférer un gouvernement de droite à un gouvernement de gauche — peut-on nous répliquer. Et pourtant un gouvernement de gauche est préférable à un gouvernement de droite, ou à une combinaison d'union nationale.

Rien de plus juste. Seulement il faut bien comprendre, **pourquoi et à quel point de vue** un gouvernement de gauche est plus avantageux. On peut dire de la situation actuelle en France, en reprenant la sentence de Marx sur la révolution de 1848 en France, que le progrès pour le prolétariat français ne consiste pas tant à faire telle ou telle conquête positive, mais à s'affranchir des illusions nuisibles. Les masses croient encore dans la possibilité d'un bon gouvernement de gauche qui réaliserait, sans effusion de sang, sans grands sacrifices, le programme magnifique tracé par les idéologues du front populaire. Elles croient encore qu'il suffit seulement que les radicaux veuillent rompre leurs attaches avec la réaction, que le nombre de bulletins de vote pour les partis du front populaire augmente, pour que le pays soit libéré de la menace du fascisme et des souffrances de la crise.

L'expérience de 1932-34 a montré que l'activité des gouvernements de gauche est le meilleur moyen de dissiper ces illusions démocratiques petites-bourgeoises. Mais cela ne se passera qu'à une seule condition : que les communistes soient en dehors du cartel de gauches ressuscité. Le gouvernement de gauche dissipera les illusions démocratiques seulement dans la mesure où nous démasquerons et continuerons à démasquer les hésitations et les faiblesses inévitables des démocrates bourgeois et petits-bourgeois. Les radicaux et les socialistes tentent tous leurs efforts pour empêcher les ouvriers de voir nettement qu'il est impossible d'arracher une seule conquête sérieuse à la bourgeoisie sans une lutte révolutionnaire de classe, surtout dans la période de crise actuelle. Dans la mesure où les communistes, loin de combattre et de démasquer les radicaux, de dénoncer leur travail de démoralisation de la conscience de classe, y contribuent eux-mêmes, participent eux-mêmes à ce bourrage de crânes, ils préparent le pire avenir aux ouvriers de ce pays.

La déception dans la politique de bavards radicaux et de leurs soutiens réformistes quand ils montreront leur impuissance inévitable au gouvernement, se tournera également contre le parti communiste qui apparaît actuellement comme le parrain du nouveau ministère de gauche. Et alors le terrain sera tout prêt pour les réactionnaires et les candidats fascistes afin d'essayer de canaliser le mécontentement des masses vers un nouveau 6 février, qui cette fois-ci aura de plus fortes chances de réussite. Comme maintes fois dans l'histoire, les démocrates petits-bourgeois, hélas, cette fois-ci suivis et encouragés par les dirigeants du parti qui devrait représenter la politique du prolétariat révolutionnaire, fraieront le chemin à la pire réaction.

« ILS N'OSENT PAS VAINCRE »

Au moment où il s'agit de tendre tous les efforts pour organiser la victoire du prolétariat, les éléments réformistes ne voient qu'une seule chose : « Pourvu que la bourgeoisie ne se détourne pas... »

« Oserons-nous vaincre ? Nous est-il permis de vaincre ? » Voici la question classique que posent toujours les opportunistes dans les situations critiques.

> « ... Ils craignent la victoire — écrit Lénine — s'efforcent d'intimider le prolétariat en l'évoquant, annoncent les résultats funestes d'une victoire, tournent en ridicule les mots d'ordre appelant à la victoire. Il n'est pas permis de parler de la formation énergique et réussie d'une armée et de la direction de cette armée sans la conviction que nous « oserons » vaincre. » (4).

(4) Lénine : *Deux tactiques*, pages 124, 125.

Toute l'attitude actuelle de la direction du parti peut être résumée par ce mot : ils n'osent pas vaincre. Effrayés par la perspective d'une lutte révolutionnaire sérieuse dont ils bavardaient pendant des années, pleins de méfiance envers les capacités des ouvriers révolutionnaires, les chefs du P.C.F. s'accrochent aux basques des bourgeois libéraux, des bavards parlementaires et les implorent de SAUVER le prolétariat et les travailleurs de la réaction. Tout comme Paul Faure et tout l'état-major réformiste ils ridiculisent les mots d'ordre mobilisant les masses pour l'offensive, ils se moquent des tentatives d'organiser la résistance du prolétariat, en dehors de la bourgeoisie radicale, ils dénoncent, ensemble avec les réformistes et les bourgeois, « les putchistes », les ouvriers révolutionnaires qui eux, contrairement aux Thorez, Paul Faure et Duclos, prennent au sérieux les enseignements de Marx et de Lénine et n'attendent pas leur libération ni de Daladier, ni de Bonnevay, ni d'autres « révolutionnaires » et amis de Thorez de la délégation des gauches ou du Front populaire.

Le 21 mais, Jacque Duclos a fait paraître dans « L'Humanité » un article intitulé « Deux tactiques », où il combat la tactique préconisée par les trotskistes en France.

Dans cet article Duclos défend non la tactique communiste mais celle traditionnelle du réformisme, la tactique de Bernstein, de Millerand, de Jaurès, des mencheviks, de Blum. Et c'est peut-être la plus grande honte pour chaque communiste que ce sont les socialistes de gauche qui défendent, avec des hésitations, d'une façon pas assez conséquente, contre les chefs officiels de leur et de notre parti, une politique révolutionnaire.

Nous ne sommes pas d'accord, sur beaucoup de questions, avec les trotskistes. Mais nous reconnaissons que dans les questions de la tactique à suivre actuellement en France, eux et plusieurs des éléments socialistes de gauche, qui ont une attitude semblable, ont donné certaines solutions justes. Nous considérons comme inadmissible l'attitude de « L'Humanité », qui loin de soutenir les efforts de l'extrême gauche socialiste au congrès de Mulhouse contre la majorité réformisme du parti, s'est solidarisée en fait, avec les représentants du réformisme pour dénoncer la réaction saine des ouvriers socialistes contre le réformisme.

Contrairement à la direction du parti, nous considérons que le devoir des communistes est de soutenir l'extrême-gauche socialiste qui s'oriente vers des solutions communistes, pendant que, hélas, les Thorez et Duclos se détournent du communisme dans la direction de Blum. Le devoir des communistes est d'aider par une critique fraternelle, la gauche socialiste à se débarrasser de ses survivants réformistes, à se différencier plus nettement des éléments hésitants et manœuvriers, dans le genre de Zyromski qui ne peuvent que la ramener dans les bras de Blum soutenu par Thorez.

Au moment où la direction du P.C.F., en suivant l'exemple du réformisme, s'engage sur la voie de collaboration de classe et de soutien du gouvernement radical, les ouvriers communistes et les ouvriers socialistes révolutionnaires doivent associer leurs efforts pour opposer à la politique opportuniste du front uni et du front populaire la lutte commune pour faire adopter par la classe ouvrière de ce pays — dans les cadres du front uni — un programme révolutionnaire d'action, pour adapter les organisations du prolétariat aux besoins de la situation, pour développer dans le prolétariat de ce pays « la volonté de vaincre », pour briser avec l'idéologie néfaste du « commerce des classes » qui aboutit inévitablement à la capitulation devant la bourgeoisie.

Pierre LENOIR.

SUR LE CARACTERE DE L'ETAT SOVIETIQUE

« Nous serions infiniment reconnaissants à tout marxiste d'Occident qui, sur la base des principaux documents concernant la question (agraire), ferait la critique **de notre politique, car c'est un immense service qu'il nous rendrait, ainsi qu'à la révolution mondiale. » (L. Lénine, « La Révolution prolétarienne et le rénégat Kautsky, 1918 », page 106).**

LA BUREAUCRATIE DANS L'ETAT SOVIETIQUE

Pour bien comprendre le caractère de l'Etat soviétique actuel, il nous faut jeter un coup d'œil rapide sur les principes marxistes de la dictature du prolétariat, tels qu'ils étaient formulés par Marx et Engels après la Commune de Paris et plus tard par Lénine.

***

L'enseignement le plus général de la Commune consistait à ce que le prolétariat doit « briser la machine bureaucratique de l'Etat ». Mais une fois brisée, l'ancienne machine bureaucratique ne devrait pas être remplacée par une nouvelle bureaucratie « prolétarienne ». C'était une profonde erreur de Kautsky de croire que la bureaucratie doit subsister tant que subsisteront les employés, tant que l'Etat lui-même n'aura disparu (1).

La bureaucratie, dans le régime capitaliste, est composée des hommes qui s'occupent de l'administration, des fonctionnaires supérieurs de tous genres, de tous ceux qui détiennent les leviers de commande étatique comme mandataires de la classe au pouvoir. C'est la couche « des individus privilégiés, détachés des masses et qui se placent au-dessus d'elles ». Les détenteurs de fonctions publiques cessent d'être des « bureaucrates », « au fur et à mesure qu'on établit, outre l'élection, leur amovibilité en tout temps, qu'on réduit leur traitement au salaire moyen d'un ouvrier et qu'on remplace les institutions parlementaires par des institutions de travail, c'est-à-dire faisant des lois et les exécutant » (2). Les délégués du peuple constituant le pouvoir législatif et exécutif à la fois, élus et amovibles en tout temps ne sont plus des bureaucrates, mais « des ouvriers, des contremaîtres, des comptables » de la société.

La simplification des fonctions administratives de l'Etat après la prise du pouvoir par le prolétariat aboutira à ce que « la masse **populaire** s'élèvera à une participation **indépendante** non seulement aux votes et aux élections, mais à **l'administration journalière.** En régime socialiste, **tout le monde** gouverne » (3). La majorité du peuple qui écrase ses oppresseurs n'a plus besoin d'un corps spécial de fonctionnaires privilégiés pour la direction de l'Etat et l'écrasement de tous ceux qui s'opposent à la classe au pouvoir.

Ni Marx ni Lénine ne pensaient pas que cela pourrait se réaliser d'un seul coup. « Il ne saurait être question d'anéantir le fonctionnarisme tout d'un coup, partout et jusqu'au bout. Mais la tâche primordiale et immédiate du

(1) Voir Lénine : l'*Etat et la Révolution* (Petite Bibliothèque Lénine n° 7) pages 124, 126, 131, 134.
(2) Idem page 133.
(3) Idem, page 134.

prolétariat c'était de construire ainsi son appareil étatique pour qu'il facilite la suppression graduelle de tout fonctionnarisme. » Dès le premier jour le prolétariat au pouvoir doit se prémunir contre ses propres fonctionnaires parce que l'Etat « garde son caractère distinctif fondamental qui est de transformer les employés, organes et « serviteurs de la société » en maîtres de la société ».

« Pour éviter cette transformation » — dit Engels dans sa préface à la **Guerre civile** — jusque là inévitable dans tous les régimes, de l'Etat, de serviteur en maître de la société, la Commune employa deux moyens infaillibles. D'abord, elle soumit toutes les places dans l'administration, la justice et l'enseignement au choix, par élection au suffrage universel des intéressés.

En second lieu, elle ne rétribua ses services, supérieurs comme inférieurs, que par un salaire égal à celui que reçoivent les autres travailleurs. Le plus haut traitement fixé par elle était de 6.000 francs. Un frein était mis ainsi à la chasse aux places et à l'arrivisme, sans compter le mandat impératif qui, par dessus le marché, était imposé aux délégués aux assemblées représentatives. »

Il est très caractéristique que ces idées essentielles de la théorie marxiste sur la dictature du prolétariat que Lénine était obligé de défendre contre les opportnistes à la Kautsky et Bernstein, sont aujourd'hui laissées dans un oubli complet par les théoriciens officiels de la IIIe Internationale.

Déjà en 1919, le VIIIe Congrès du parti bolchevik s'occupe du problème de la bureaucratie.

« C'est seulement, grâce à l'organisation soviétique de l'Etat, que la révolution du prolétariat a pu briser et détruire jusqu'aux fondements et d'un seul coup l'ancien appareil étatique bourgeois, appareil bureaucratique et judiciaire. — lisons-nous dans le programme du parti adopté à ce congrès. Mais le niveau culturel insuffisant des larges masses, l'absence des habitudes de direction nécessaires chez les travailleurs désignés par les masses à des postes responsables, la nécessité urgente d'attirer au travail, dans des conditions difficiles, des anciens spécialistes et le détournement de la couche la plus développée des ouvriers de ville vers le travail militaire. Tout cela a amené la renaissance partielle du bureaucratisme dans les cadres du système soviétique »

Deux années plus tard, les problèmes de la bureaucratie se posent de nouveau devant le parti. Au Xe Congrès du Parti (1921), Lénine s'oppose de la manière la plus formelle à ceux qui, sous le prétexte que l'Etat soviétique est prolétarien, croyaient possible d'intégrer les syndicats dans l'Etat. « L'Etat ouvrier, évrivait-il dans sa brochure « La crise du Parti », est une abstration. En réalité, nous avons un Etat ouvrier avec cette particularité, en premier lieu, que dans le pays prédomine non la population ouvrière, mais paysanne, et ensuite — l'Etat ouvrier avec une déformation bureaucratique ». Et en luttant contre les partisans de l'étatisation des syndicats, il montrait avec vigueur les seuls moyens possibles de limiter la bureaucratie, le développement de la démocratie ouvrière. « Notre Etat est tel que le prolétariat dans sa masse doit se défendre », disait-il. « Les syndicats n'ont plus pour base la lutte économique des classes, mais ils n'ont pas perdu, hélas, pour de longues années, leur base telle que la lutte économique non de classe, dans le sens de lutte contre les déformations bureaucratiques de l'appareil soviétique, dans le sens de la défense des intérêts moraux et matériels de la masse travailleuse par les voies et moyens inaccessibles à cet appareil. » (« Encore une fois sur les syndicats »).

Les menchéviks affirmaient que l'état économique arriéré de la Russie faisait de l'introduction de la dictature prolétarienne une aventure. Les bolché-

vicks savaient que la prise du pouvoir par le prolétariat ouvrait la voie pour l'élévation du niveau culturel des masses et pour un processus rapide de l'industrialisation qui renforcerait le prolétariat industriel et qui permettrait un véritable essor de la démocratie soviétique. En s'appuyant sur cette perspective, le parti bolchévik organisa dans la période de Lénine, la lutte pour la liquidation systématique de la bureaucratie soviétique. Il s'appuyait sur les organisations de classe du prolétariat industriel, en premier lieu sur les syndicats, les appuyant contre les organes d'Etat quand ceux-ci violaient la démocratie ouvrière. En même temps, Lénine poursuivait systématiquement le développement de la démocratie intérieure du parti et menait une lutte impitoyable contre les éléments bureaucratiques de l'appareil étatique qui avaient pénétré dans le parti. Cette politique devait, en liaison avec l'industrialisation et le développement numérique du prolétariat industriel, amener la liquidation progressive de la bureaucratie soviétique. Mais Lénine soulignait toujours que le développement industriel seul n'amènera pas automatiquement la liquidation de la bureaucratie, que ce problème ne sera résolu que par la lutte.

Le bureaucratisme refoulait l'énergie et l'enthousiasme des masses, rendait impossible le contrôle et la vérification de l'exécution des directives. La paperasserie qui a pris des formes extraordinaires jouait ici en quelque sorte le rôle dun moyen de défense rendant difficile tout contrôle.

« LEtat, dit Lénine, dans son discours au XIe Congrès du Parti (27-3-1922), est entre nos mains, mais est-ce que dans le domaine de la nouvelle politique économique a-t-il fonctionné selon notre volonté pendant cette année ? Non ! La machine fuit de nos mains. »

Et plus loin : « C'est le développement culturel qui manque à cette couche qui gouverne. Si l'on prend Moscou, nous avons 4.700 travailleurs responsables — communistes ; or, si l'on prend toute cette machine bureaucratique, toute cette masse, qui est le guide ici ? Je doute fortement qu'on puisse dire que les communistes guident cette masse. A la vérité, loin d'être guidés, ils sont guidés eux-mêmes. »

La tâche primordiale dans cette période consiste dans la soumission de l'appareil étatique au parti pour qu'il ne s'arrache pas de ses mains, pour qu'il applique sa politique. Il suffit de relire les derniers articles de Lénine « Comment réorganiser l'inspection ouvrière et paysanne », « Moins et mieux », pour voir quelle place occupait dans ses pensées la lutte contre la bureaucratie, avec quelle angoisse il décrivait ses dangers.

La voie à suivre était nettement tracée. Le développement de l'industrie, l'élévation du niveau culturel des masses, l'union étroite avec la paysannerie, tout cela créait des bases qui devaient permettre la diminution progressive des déformations bureaucratiques, et, enfin, leur suppression définitive. Mais la condition essentielle de cette suppression, c'était l'entraînement des masses de plus en plus larges dans le travail de contrôle et de direction, le développement de la démocratie soviétique.

LA LIQUIDATION DE LA DEMOCRATIE SOVIETIQUE

Et pourtant, le développement ne s'est pas effectué dans la voie indiquée par Lénine. La démocratie ouvrière, loin de se renforcer, cède ses positions devant la toute-puissance de l'appareil, le contrôle des masses sur les fonctionnaires, leur participation à la solution des question essentielles diminue sans cesse.

Quand ils parlent de la démocratie soviétique, les écrivains communistes ont la tendance de citer le nombre de personnes participants aux élections, la composition sociale des organes dirigeants, l'élévation du niveau culturel des masses, la participation des femmes à la vie politique, etc. Or, tous ces indices in-

contestables de l'essor culturel et intellectuel des travailleurs de l'U. R. S. S. ne fournissent pas encore de réponse sur les progrès de la démocratie ouvrière. La véritable démocratie consiste dans la **solution** par les masses elles-mêmes, par l'intermédiaires de leurs organes élus, de tous les problèmes essentiels ; elle consiste dans le contrôle journalier effectif des fonctionnaires par en bas, en attendant que « chaque cuisinière apprenne à gouverner l'Etat ». Sans cette participation des masses au gouvernement **réel** de la société, on ne peut parler de la démocratie prolétarienne. Y substituer des critères formels et extérieurs, c'est tout simplement adopter le point de vue des démocrates petits-bourgeois.

Si l'on emploie ce critère, on est obligé de constater que les masses décident de moins en moins de la politique à suivre. La politique du pouvoir soviétique est déterminée par un cercle étroit de fonctionnaires supérieurs, le plus souvent en secret ; on ne communique aux membres du parti et aux ouvriers que des décisions déjà prises qu'on n'a pas le droit de critiquer et qu'il faut exécuter sans ronchonner.

Le régime instauré dans le parti, les soviets, les syndicats pendant ces dernières années n'a plus rien de commun avec la démocratie ouvrière. Tous ces organes, transformés en de simples organes administratifs de l'Etat, ont cessé d'être des armes dans les mains du prolétariat pour la défense de ses intérêts moraux et matériels devant sa propre bureaucratisation. La suppression de tout droit de critique écarte non seulement toute possibilité de contrôle, mais en même temps rend presque impossible cet esprit de critique et d'initiative des masses, sans lequel il est impossible de les entraîner à la direction de l'Etat. Les tendances des « employés, organes et serviteurs de la société » à se transformer « **en maîtres** de la société triomphent ». Ce qui n'était qu'une déformation bureaucratique s'est transformé en une bureaucratisation complète de l'Etat. **Nous sommes devant un nouveau type de l'Etat ouvrier.**

Le fait quon parle encore aujourd'hui de la lutte contre la bureaucratie n'y change rien ; car ce n'est en réalité qu'une lutte contre la non-exécution par les fonctionaires inférieurs des tâches fixées par les sommets, une lutte contre la paperasserie. Il s'agit ici simplement de **rationaliser** l'appareil bureaucratique, de le rendre plus souple, mais nullement de le limiter dans ses droits, de le soumettre au contrôle des masses populaires.

« On n'exige de vous qu'**une seule chose** », disait Staline au premier Congrès des kolkhoziens de choc le 19 février 1933, travailler honnêtement, partager les revenus kolkoziens d'après le travail, ménager les biens de kolkhoz, ménager les tracteurs et les machines, bien soigner les chevaux, **exécuter les tâches fixées par votre gouvernement ouvrier-paysan**, consolider les kolkoz et en chasses les koulaks et leurs alliés » (c'est moi qui souligne, S.).

C'est le même langage qu'on tient aux ouvriers, aux techniciens, aux étudiants : travaillez bien et honnêtement ; quant au reste, le gouvernement, Staline, y pensent. Ce n'est pas à vous de vous y mêler. Ce n'est pas le langage des dirigeants de l'Etat du type de la Commune ; cest le langage des chefs de l'Etat bureaucratique, l'Etat maître de la société.

Staline, dans son rapport sur la question nationale au XIIe Congrès du Parti communiste russe, en avril 1923, montre la différence entre ces deux formes de l'Etat :

« Il y a deux méthodes de gouverner le pays : une méthode, quand l'appareil est simplifié et à sa tête se trouve, disons un groupe de personnes ou même un homme (c'est le cas en U.R.S.S. actuelle), qui a des mains et des yeux dans le pays : les gouverneurs (mot russe qui correspond au préfet en France). C'est une forme très simple du gouvernement : le chef qui dirige le pays reçoit les

renseignements qui peuvent être fournis par les préfets et se console qu'il gouverne honnêtement et justement. Ensuite surgissent des heurts, des heurts dégénèrent en conflits, des conflits en insurrections. Puis les insurrections sont réprimées. Ce système de gouvernement n'est pas le nôtre; d'ailleurs, il est trop cher quoiqu'il soit simple... Le système soviétique de gouvernement s'appelle pouvoir soviétique, pouvoir populaire, car il s'appuie sur les masses et saisit, le premier, tout changement, adopte des mesures en conséquence pour corriger la ligne à temps quand elle dévie, il se critique lui-même et corrige la ligne. »

D'une façon un peu étroite — administrative, peut-on dire —, Staline décrit ici la différence entre le système de la démocratie prolétarienne et le système du centralisme bureaucratique (« cher quoique simple ») qui a triomphé en U.R.S.S. dans les cadres du système social issu de la révolution d'Octobre.

LES RAPPORTS DE CLASSES PENDANT LA NEP

Quelles étaient les conditions sociales, les rapports de classes qui expliquent ce processus ?

L'introduction de la Nep (Nouvelle Politique Economique), en 1921, signifie la réapparition en Russie de la classe capitaliste détruite dans la période du communisme de guerre (1918-1921) ; la bourgeoisie urbaine (les nepman) et surtout la bourgeoisie rurale (les koulaks) se développent et se renforcent, exercent une influence croissante dans la vie sociale et politique du pays. En même temps, se développe le secteur socialiste de l'économie, ce qui signifie le renforcement numérique de la classe ouvrière, sa concentration, l'accroissement de son poids spécifique. Si l'on veut apprécier exactement les rapports de force entre la bourgeoisie et le prolétariat en U.R.S.S., dans la période de la N.E.P., il ne faut jamais oublier que la bourgeoisie russe avait le soutien du capital international, maître du monde sauf l'U.R.S.S., pendant que l'allié international des ouvriers soviétiques, le prolétariat international était affaibli après la défaite de la première vague révolutionnaire d'après-guerre.

La **nouvelle bourgeoisie**, dans la mesure de son renforcement économique, devait inévitablement chercher des canaux pour influencer la vie politique du pays. Or, une partie de la bureaucratie soviétiyue qui s'est développée, comme nous l'avons vu, dans la période du communisme de guerre, subit la pression des éléments capitalistes et koulaks, en devient le porte-parole, L'aile droite du parti bolchévik (Boukharine, Rykov, Tomski) reflétait cette tendance (1). Le prolétariat soviétique n'a pas réussi à soumettre la bureaucratie à son contrôle effectif et préparer ainsi les prémices de sa suppression graduelle; les nombreuses décisions — dont celles du Xe Congrès (1921) et du Bureau politique du 5-12-1923 sont les plus connues — sur le développement de la démocratie ouvrière dans le parti, dans les soviets, sont restées lettre morte.

D'une façon systématique et continue, la participation réelle des masses à la vie politique diminue, devient formelle; les luttes politiques se limitent de plus en plus aux luttes dans les sommets, entre les divers groupes des dirigeants qui réflètent les aspirations et les intérêts des classes sociales en présence. Si la droit réflétait les tendances bourgeoises, les différentes oppositions de gauche reflétaient la volonté de lutte des ouvriers, effrayés par la progression

(1) Dans son discours au C.C. du P.C. russe, le 19 novembre 1128, Staline a reconnu que les déviations de droite trouvent le terrain favorable « dans les appareils soviétiques : économique, coopératif, syndical, et aussi dans l'appareil du parti, en particulier dans les chaînons inférieurs au village ». Il parle plus bas des membres aisés du parti qui fusionnent avec les koulaks.

des éléments capitalistes, par leur influence croissante sur l'appareil de l'Etat et du parti dirigeant.

Le prolétariat s'est avéré trop faible pour transformer sa bureaucratie en outil de politique prolétarienne conséquente, et préparer ainsi dans de meilleures conditions la nouvelle offensive contre la bourgeoisie ; la bourgeoisie, tout en influençant une partie de la bureaucratie, était trop faible pour s'emparer de l'Etat, comme c'était son plan.

Staline, en tant que chef de l'appareil du parti communiste, utilise ces contradictions pour acquérir l'indépendance croissante envers la classe ouvrière et devenir ainsi, dans une certaine mesure, facteur décisif de la société.

Il poursuit, d'une façon conséquente, la politique qui mène vers le renforcement du pouvoir étatique, vers la transformation de toutes les organisations démocratiques des ouvriers en ses outils. Après la lutte pour l'étouffement du parti en 1923-28, nous voyons son offensive contre la bureaucratisation des syndicats, des organes soviétiques, des coopératives (1929-32) ; cette lutte aboutit à la subordination complète des syndicats, des coopératives, des soviets à l'appareil du parti, à leur étatisation en fait.

LE BONAPARTISME SOVIETIQUE

Après la victoire de la politique d'industrialisation et de collectivisation (1931-33) commence une nouvelle étape dans le développement de l'Etat soviétique. La nouvelle forme de l'Etat soviétique apparaît de plus en plus clairement, se débarasse peu à peu des vestiges du passé, de la période de Lénine, s'éloigne de plus en plus de type de l'Etat soviétique démocratique qui fut construit dans les premières années après la Révolution d'Octobre.

Des analogies frappantes existent entre ce nouveau type de l'Etat et le bonapartisme, une des formes de l'Etat bourgeois. On peut appeler ce nouveau type de l'Etat « Etat bonapartiste soviétique » ou « bonapartisme soviétique », mais il faut toujours avoir en vue qu'il s'agit ici d'un régime différent, que nous avons affaire en U.R.S.S., avec une société transitoire du capitalisme vers le socialisme, une société de la dictature prolétarienne, pendant que Napoléon Ier s'était élevé sur la base de la société bourgeoise. Le pouvoir personnel de Staline ne supprime pas les bases sociales du pouvoir soviétique, comme le pouvoir personnel de Napoléon ne supprimait pas le caractère du pouvoir bourgeois, quoique tous les deux s'élèvent comme des arbitres de la société au-dessus des classes.

Engels définit de la façon suivante théoriquement le caractère du bonapartisme (4).

> L'Etat est en règle générale l'Etat de la classe la plus puissante, de celle qui a la domination économique... Par exception cependant, il se produit des périodes où les classes en lutte sont si près de s'équilibrer que le pouvoir de l'Etat acquiert, comme médiateur en apparence, une certaine indépendance momentanée vis-à-vis de l'une et de l'autre... C'est le cas du bonapartisme du Premier et surtout du Second Empire français faisant jouer le prolétariat contre la bourgeoisie, et la bourgeoisie contre le prolétariat.

On ne peut transporter mécaniquement ce schéma sur la société soviétique actuelle. Avec la liquidation des classes bourgeoises de la période de la N.E.P., on ne peut parler en U.R.S.S. actuelle que des restes d'une classe bourgeoise : les restes de koulaks à la campagne et les éléments de la bourgeoisie nepman

(4) Fr. Engels : L'*Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*. Editions Costes, Paris 1931, p. 226-27.

dans les villes. Staline lutte contre ces deux groupes. La société soviétique actuelle est composée, en gros, comme en 1921 de deux classes : ouvriers et paysans. Le pouvoir étatique, tout en conservant son rôle de défenseur du régime social nouveau devant le danger de la contre-révolution capitaliste, essaie de se stabiliser en tant qu'arbitre et médiateur entre les ouvriers et les paysans.

La paysannerie kolkhozienne organisée renforce sa pression sur la dictature prolétarienne, dans la mesure où elle gagne en importance politique, grâce à son organisation (5). Cette pression favorise les tendances du pouvoir étatique vers l'élévation au-dessus de la société. Les paroles de Marx sur les paysans français parcellaires s'appliquent également à la masse paysanne kolkhozienne petite-bourgeoise :

> Leurs représentants doivent en même temps leur apparaître comme leurs maîtres, comme une autorité supérieure, comme une puissance gouvernementale absolue, qui les protège contre les autres classes et leur envoie d'en haut la pluie et le beau temps. L'influence politique des paysans parcelleurs trouve, par conséquents, son ultime expression dans la subordination de la situation au pouvoir exécutif (6).

Mais, comme dans la société bourgeoise, le pouvoir exécutif tout puissant reste dans la société soviétique « l'instrument de la classe dominante, quelle que soit sa tendance vers un pouvoir indépendant. » (Marx.)

Ce processus de renforcement du pouvoir exécutif se répercute de la façon la plus frappante dans la divinisation de Staline, divinisation qui prend des formes byzantines et grotesques (7). Si dans la période précédente, la bureaucratie soviétique, en tant que couche, a exproprié les fonctions politiques de la classe ouvrière, a usurpé les positions dominantes de la dictature prolétarienne, actuellement le chef de l'appareil étatique et du parti, Staline, concentre en lui-même les fonctions politiques de la bureaucratie, devient le maître de toute la société. C'est lui seul qui prend toutes les initiatives, qui décide souverainement de toutes les questions importantes.

Pour ne citer que quelques exemples, de la dernière période, c'est sur son initiative qu'on a supprimé les cartes de pain et réorganisé les sections politique à la campagne (novembre 1934), qu'on a réformé la constitution et modifié le statut des kolkhoz (février 1935), adopté le plan de réorganisation de Moscou (mars 1935), etc. Au début de mai 1935, Staline liquide en fait, dans un toast vraiment « historique» le rôle dominant du parti communiste dans l'Etat en proclamant qu'on peut bien être bolchévik sans être membre du parti.

Le bonapartisme de Staline reflète une crise profonde de la dictature prolé-

(5) Staline reconnaît lui-même en 1933 ce côté « antisoviétique » de la collectivisation : ... les kolkoz offrent même pour le début certaines commodités de nature à permettre temporairement leur utilisation facile par les contre-révolutionnaires Tant que les paysans étaient des exploitants individuels, ils étaient éparpillés et isolés l'un de l'autre ; aussi les velléités contre-révolutionnaires des éléments antisoviétiques dans les milieux paysans ne pouvaient-elles pas avoir d'effets plus ou moins sérieux. Le tableau change du tout au tout avec le passage des paysans à l'exploitation agricole collective. Ici dans la personne du kolkhoz, les paysans ont déjà une forme toute faite d'organisation de masse. » (Du Ier au IIe plan quinquennal, Paris 1933, page 208.)

(6) Marx : *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*. Et S. I. Paris 1928, p. 132.

(7) Voir par exemple le discours d'Advéenko au VIIe Congrès des Soviets, publié dans *Commune*, organe de l'A.E.A.R., numéro 20. Ce n'est pas un exemple isolé.

tarienne, comme le bonapartisme du dix-neuvième siècle se développait lui aussi sur la base d'une profonde crise de la domination de classe de la bourgeoisie. Les succès mêmes du pouvoir soviétique créent de nouvelles difficultés, de nouveaux dangers pour le régime stalinien.

Le prolétariat soviétique s'est accru, dans la dernière période, dans le processus rapide de l'industrialisation. Dans les puissantes entreprises sont concentrés des millions de jeunes prolétaires. On a créé ainsi une force objective pour le nouvel essor de la démocratie ouvrière. Les classes bourgeoise de la période de la N.E.P. sont écrasées. Après la période d'énormes difficultés matérielles, le niveau de vie des ouvriers commence à s'améliorer. Nous assistons au développement rapide du niveau culturel des ouvriers et des paysans kolkhoziens.

Mais le pouvoir étatique, plein de méfiance envers les capacités créatrices du prolétariat, décidé à maintenir à tout prix la toute-puissance de l'appareil, renforce la pression bureaucratique au fur et à mesure que les forces du prolétariat se développent. Les méthodes les plus brutales, les plus draconniennes, allant jusqu'à l'emploi du tribunal militaire, sont appliquées contre la moindre tentative de critiquer les dirigeants du régime, contre les tendances oppositionnelles qui se font jour de plus en plus dans la jeunesse, contre la pression des ouvriers exigeant le rétablissement de leurs droits, contre les intellectuels communistes qui, encouragés par la pression prolétarienne, s'opposent à l'idéologie officielle qui revise les principes mêmes du marxisme-léninisme. En un mot, la toute-puissance de l'appareil étatique entre en contradiction avec les besoins objectifs qui découlent de la nouvelle situation, de nouvelles conditions de vie de la société soviétique.

Les travailleurs essaient d'utiliser — et cette tendance doit inévitablement se renforcer — les organes du pouvoir soviétique et du parti dont ils sont encore formellement maître pour faire valoir leurs droits, ils exercent la pression sur les chaînons inférieurs de l'Etat et du parti. D'autre part, ces chaînons inférieurs eux-mêmes ont la tendance de s'appuyer sur les masses — qu'ils doivent encadrer — pour résister aux injonctions du centre. On peut trouver des exemples innombrables de cette tendance dans la presse soviétique.

Pour fermer ces canaux, où le mécontentement des ouvriers peut se déverser, il faut réadapter la structure du parti et de l'Etat. Les organes de la démocratie prolétarienne, nés pendant la première Révolution d'Octobre, ne correspondent plus aux besoins du régime personnel, du bonapartisme soviétique. Il faut les remplacer par de nouveaux organes qui seront « des oreilles et des yeux du chef », selon la définition de Staline de 1923.

LA REFORME DE L'ETAT ET DU PARTI

Ainsi, on supprime, en 1933, les organes réguliers du parti à la campagne et aux chemins de fer, on les remplace par les sections politiques nommées par le C. C. Le 17e Congrès du Parti, en février 1934, supprime la Commission centrale du contrôle, indépendante du C. C., instituée conformément aux indication de Lénine avant sa mort; elle est remplacée par une commission dirigée par un des secrétaires du C. C. En même temps, on supprime les commissions régionales et locales **élues** par les conférences du parti, on les remplace par des **délégués** de la commision centrale. Les organes centraux du pouvoir soviétique sont réorganisés. On supprime partout des collèges, on instaure partout des chefs uniques. On renforce dans le même sens les pouvoirs disciplinaires des directeurs d'usines, des gares, etc. En novembre 1934, les membres des sections politiques à la campagnes deviennent membres des comités réguliers du parti, mais tous les secrétaires des rayons du parti doivent dorénavant être ratifiés (en fait **nommés**) par le C.C. En mars 1935, on introduit à tous les échelons des commissions de cadres, dont les dirigeants sont ratifiés (en fait **nommés**) par le C.C. et qui doivent désigner tous les cadres du parti; ainsi, le droit des organisations du parti d'élire leurs dirigeants devient une simple fiction. La réforme du système électoral de février 1935 constitue un chaînon de la plus haute importance dans cette politique.

Les changements adoptés par le VIIe Congrès des Soviets ont pour but, selon ses auteurs, d'adapter la base de la constitution aux modifications des rapports de classe survenues pendant les dernières années et la démocratisation du système électoral. Les changements relatifs à cette démocratisation sont au nombre de trois. Le vote ouvert sera remplacé par le vote secret, le vote inégal par le vote égal et le vote indirect par le vote direct. Du point de vue de la démocratie parlementaire tous ces changements constituent un pas en avant considérable.

Le régime existant en U.R.S.S., les formes de l'Etat soviétique étaient de tout temps considérées comme infiniment supérieures à celles de républiques parlementaires les plus démocratiques. Et cela, non seulement parce que c'était la dictature du prolétariat, le règne de la majorité du peuple sur la minorité, mais encore parce que la forme soviétique permettait l'entraînement des larges masses à la direction immédiate de l'Etat et facilitait la suppression de la bureaucratie. Les changements apportées à la Constitution soviétique ne sauraient être considérées comme démocratiques que dans la mesures où ils faciliteraient l'exécution de ces tâches.

La mesure la plus importante de toute cette réforme, c'est ce que Molotov appelle le remplacement du vote indirect par le vote direct. Ce « petit » changement qui chatouille si agréablement les oreilles de tous les démocrates petits-bourgeois, constitue en réalité le bouleversement complet du système soviétique. En effet, les comités exécutifs des rayons, des gouvernements, des Républiques et le Comité exécutif de l'U.R.S.S., qui jusqu'à présent étaient élus par les Congrès des soviets, seront désormais élus au suffrage direct. **Les congrès des soviets, ces larges assemblées des délégués ouvriers et paysans, rattachés aux usines et aux champs, où se forgeaient les directives politiques de l'Etat prolétarien, qui élisaient des comités exécutifs**, perdent ainsi leur rôle politique et disparaissent. Les soviets locaux cessent d'être le noyau principal du pouvoir étatique et se transforme en simple organe administratif et municipal. Il est clair que cela ne signifie pas du tout que l'U.R.S.S. cesse d'être un Etat ouvrier, cela veut dire seulement que la dictature du prolétariat abandonne sa forme soviétique de l'Etat pour une autre forme qui s'approche de près du bonapartisme plébiscitaire.

Mais peut-être le système soviétique n'était considéré par les marxistes que comme une forme passagère de l'Etat prolétarien, qui devait être remplacée au cours du développement par une autre forme plus démocratique, plus adaptée à l'entraînement des masses à la direction de l'Etat. Il est très curieux de noter que Molotov qui, dans son rapport, a cité Lénine pour prouver que le vote inégal et le vote ouvert étaient toujours considérés comme des mesures passagères n'a trouvé rien d'analogue pour appuyer son point de vue sur le vote direct. Et pour cause.

L'organisation soviétique n'est pas sortie toute faite du cerveau génial d'un penseur. Elle était forgée par les masses au cours de leur lutte révolutionnaire pour le pouvoir. Longtemps avant la Commune de Paris, Marx parlait de la nécessité de remplacer la machine d'Etat par « l'organisation du prolétariat en classe dominante ». Mais c'est l'expérience vivante du mouvement des masses qui seule pouvait résoudre la question des formes concrètes que prendra

cette organisation. La Commune de Paris a résolu cette question. Elle était, comme écrivait Marx, cette forme enfin trouvée sous laquelle va s'effectuer l'émancipation du prolétariat.

Nous ne pouvons développer ici toute la théorie marxiste de la dictature du prolétariat. Ce qui nous intéresse, en liaison avec les changements de la Constitution soviétique, c'est le problème du pouvoir central et son rapport avec les organes inférieurs, locaux, de la dictature. Or, selon Marx, le noyau principal de l'Etat ouvrier devait être constitué par la commune (ce qui correspondait à peu près au soviet urbain).

> La commune devait être la forme politique de tous les villages... Les communes rurales de chaque arrondissement devaient administrer leurs affaires d'intérêts commun au moyen d'une assemblée des délégués réunis au chef-lieu ; et ces assemblées d'arrondissement devaient envoyer des mandataires à la délégation nationale de Paris, chaque élu étant révocable et tenu par le mandat impératif de ses électeurs (8).

De cette manière, l'ancien appareil bureaucratique est remplacé par **l'organisationn** des masses travailleuses, centraliste, mais en même temps démocratique.

Cette conception marxiste de l'Etat prolétarien était attaquée par tous les révisionnistes, par tous les renégats du socialisme. Edouard Bernstein, le grand maître du révisionnisme considérait la « formation d'une assemblée nationale des délégués des assemblées provinciales ou départementales, lesquelles à leur tour se composeraient des délégués des communes » comme du fédéralisme emprunté chez Proudhon. Répondant à ces critiques de Bernstein, Lénine écrivait dans « l'Etat et la Révolution » :

> Bernstein ne conçoit pas un centralisme volontaire, une union volontaire des communes en nation. Marx emploie intentionnellement cette expression « organiser l'unité de la nation, pour opposer le centralisme prolétarien, conscient, démocratique, au centralisme bourgeois, militaire, bureaucratique. »

Ni Marx, ni Lénine défendant le centralisme prolétarien, conscient, démocratique contre le centralisme bureaucratique ne pouvaient pas prévoir que ce système sera traité en 1935, comme le méprisable vote indirect et qu'il faudra le rejeter.

L'expérience de la Commune a trouvé sa confirmation éclatante dans trois révolutions russes et dans toutes les révolutions d'après-guerre. Partout où la lutte des classes se transformait en guerre civile, les soviets surgissaient. En Russie, la classe ouvrière organisée en soviets brisa l'ancienne machine bureaucratique de l'Etat et occupa sa place. Le prolétariat n'a pas construit un nouvel appareil bureaucratique de l'Etat, mais l'a remplacé par sa propre organisation. Et cette organisation était construite sur la base du centralisme démocratique, comme le Parti, comme toute autre organisation révolutionnaire du prolétarlat.

Le système soviétique assurait non seulement l'éligibilité de tous les organes de l'Etat, mais il entraînait directement les masses les plus larges dans la **direction** de l'Etat, et par cela même préparait la voie à la suppression de tout fonctionnarisme et à la disparition de l'Etat lui-même. Et cette participation directe des masses au travail étatique, à l'élaboration de sa politique s'effectuait non seulement dans les soviets locaux, mais dans les congrès qui constituaient les organisations les plus démocratiques qu'on puisse s'imaginer.

Toute cette organisation soviétique, basée sur la responsabilité des organes

(8) Marx : *La guerre civile en France.*

supérieurs devant les organes inférieurs, facilite la lutte du prolétariat contre toutes les déformations bureaucratiques de son appareil. L'amovibilité de chaque membre de soviet et les nouvelles élections effectuées sans aucune formalité bureaucratique, permettent le remplacement immédiat de chaque représentant des masses qui a oublié qu'il n'est qu' « un serviteur de la société ».

Mais au moment où le soviet perd tous ses droits sur les organes étatiques supérieurs, où il cesse d'être la base même du pouvoir d'Etat, le prolétariat ne peut plus exercer sa pression par intermédiaire du soviet. La masse dispersée, même si elle garde le droit de révoquer ses députés, ne peut pas user de son droit sans existence d'un organe, par lequel elle peut exprimer sa volonté.

LA MARCHE VERS LE SOCIALISME ET LA DEMOCRATIE

Mais si par des méthodes pareilles, on arrive au socialisme, que nous importe la démocratie — disent certains camarades. Nous approuvons l'Etat plébiscitaire soviétique, s'il réalise la société socialiste.

Cette conception s'appuie sur l'incompréhension du fait que le socialisme n'est pas possible sans la démocratie la plus conséquente. Avec les méthodes de contrainte étatique, on peut briser la résistance des exploiteurs, on peut construire de grandes usines, on peut fusionner les économies individuelles, mais on ne peut ni développer les stimulants socialistes du travail, ni faire participer « chaque cuisinière au gouvernement de l'Etat », on n'arrivera pas ainsi au dépérissement de l'Etat, sans quoi, il n'y a pas de socialisme. Ce processus de la disparition de l'Etat ne peut qu'aller parallèlement avec l'éducation socialiste des travailleurs dans l'esprit de la démocratie conséquente.

Lénine montre à plusieus reprises cette liaison indissoluble du socialisme et de la démocratie. Il écrit, par exemple, dans un article contre Piatakov, en automne 1916 :

> Le socialisme n'est réalisable autrement que **par** la dictature du prolétariat, qui associe la violence contre la bourgeoisie, c'est-à-dire, la minorité de la population, avec le développement **complet** de la démocratie, c'est-à-dire la participation vraiment égale et vraiment générale de **toute** la masse de la population à toutes les affaires **étatiques** et à toutes les questions compliquées de la liquidation du capitalisme.

Kroupskaïa, dans ses souvenirs sur Lénine, souligne fortement cet aspect du problème :

> La construction du socialisme, ce n'est pas seulement la construction économique ; l'économie n'est que la base de la construction socialiste, son fondement, sa prémisse. Le clou de la construction socialiste, c'est la reconstruction sur de nouvelles bases de tout le tissu social, sa reconstruction sur la base du démocratisme socialiste révolutionnaire.

Le prolétariat ne peut reconstruire le tissu social étant serré dans les étaux de la dictature bureaucratique qui monopolise toutes les fonctions gouvernementales et empêche la réorganisation socialiste de toute la vie des masses. Cette dictature joue ainsi de plus en plus le rôle conservateur, elle conserve les éléments de la société capitaliste qui engendrent inévitablement les éléments de la contre-révolution bourgeoise; elle affaiblit les capacités de résistance des travailleurs éloignés artificiellement de la participation active aux affaires étatiques.

La marche de l'U.R.S.S. vers le socialisme exige l'abolition du régime de la dictature plébiscitaire et le rétablissement de la démocratie prolétarienne qui trouvera une base inébranlable dans l'alliance du prolétariat, maître de l'Etat, avec les paysans kolkhoziens.

SPECTATOR.

TRIBUNE DE DISCUSSION

SI LA GUERRE ECLATAIT CONTRE L' U. R. S. S.

« Les partis désireux d'appartenir à l'Internationale Communiste doivent apporter un soutien indéfectible à toutes les Républiques soviétiques dans leur lutte avec les forces contre-révolutionnaires. » (21 conditions d'admission à l'Internationale Communiste.)

Que doit faire le prolétariat français dans une guerre menée par l'Allemagne contre l'U.R.S.S. alliée de la France ?

Comment concilier dans ce cas la mission du prolétariat français — préparer la révolution socialiste en France — avec son devoir international de défense de l'U.R.S.S. devant l'impérialisme ? Voici le problème qui se pose devant chaque ouvrier de ce pays.

Répondre, comme le fait Thorez dans son rapport au Comité Central le 1er juin : **« Ce n'est pas la question maintenant. Mais dans ce cas nous agirons comme nous devons agir »** (« L'Huma » du 8 juin), signifie tout simplement esquiver la réponse. En refusant de répondre, en faisant régner l'équivoque sur cette question capitale, le Comité Central désarme idéologiquement la classe ouvrière de ce pays. Il agit de telle façon qu'au moment du déclenchement de la guerre la classe ouvrière désorientée serait incapable de mener une politique indépendante.

CONTRE LA DEFENSE NATIONALE CONTRE L'UNION SACREE

Si le C.C. garde une telle discrétion sur sa politique en cas de guerre c'est qu'il a quelque chose à cacher devant l'opinion prolétarienne alertée par la déclaration de Staline. Mais cette déclaration, comme toute la politique menée à l'heure actuelle par le parti et l'I.C. montrent d'une manière on ne peut plus nette que les mots que l'on n'a pas encore prononcés ce sont ces deux mots fatidiques bien connus : l'Union sacrée !

La position actuelle du P.C.F. dans cette question se confond avec celle de Blum-Zyromski. Blum le reconnaît au Congrès de Mulhouse :

> « Ce communiqué de Staline, le parti communiste l'a interprété successivement. Comment les communistes commentent-ils à présent cette déclaration ? Presque de la même façon que j'aurais pu le faire moi-même. » (« L'Huma » du 11 juin.)

Les communistes ont toujours qualifié l'attitude de Blum envers la guerre comme menant tout droit vers l'union sacrée. L'attitude actuelle du P.C. ne peut mener qu'au même résultat quels que soient les démentis et les explications des dirigeants du parti. Chaque position politique a sa logique propre.

Pour certains camarades, l'union sacrée, c'est le vote des crédits militaires, c'est la participation au gouvernement, c'est l'approbation de tout ce que fait l'état-major. Cette conception ne correspond pas du tout à la réalité. La social-démocratie allemande a pratiqué l'union sacrée pendant la guerre mondiale sans participer au gouvernement. Les mencheviks russes ont pratiqué l'union sacrée sans voter les crédits militaires. Enfin, toute une série de

groupements bourgeois faisaient l'union sacrée tout en combattant les conceptions ou la politique de l'état-major.

La politique de l'union sacrée ne signifie pas autre chose que la suspension de la lutte de classes pendant la guerre ; au fond, c'est la continuation, pendant la guerre, de la politique de collaboration de classes pratiquée par les réformistes. Chaque lutte contre le gouvernement, contre sa politique militariste, contre les mesures qu'il prend n'est pas forcément une lutte de classes. La lutte entre les différents partis bourgeois et petits-bourgeois pour une telle ou autre méthode de direction des affaires de la bourgeoisie, pour une telle ou autre politique militaire, économique, sociale, n'a rien de commun avec la lutte de classe du prolétariat, elle s'effectue dans les cadres de la domination capitaliste, elle ne touche pas aux fondements du régime. La lutte contre le gouvernement au pouvoir, contre sa politique militaire, le refus de crédits de guerre, etc., ne devient une lutte prolétarienne de classe que dans la mesure où le prolétariat oppose ses solutions, son programme, sa politique indépendante à celle de toutes les fractions de la bourgeoisie, dans la mesure où il attaque au régime capitaliste, à l'Etat bourgeois, à la bourgeoisie comme classe.

Or, à l'heure actuelle déjà, la direction du P.C. a renoncé à une politique prolétarienne indépendante. A l'intérieur du pays, le parti a renoncé à son programme en faveur de celui du parti radical (programme du front populaire), il met tous ses espoirs dans un gouvernement de gauches. De même dans la politique extérieure et militaire il passe des positions de classe sur celles de la démocratie petite-bourgeoise luttant pour l'amélioration de l'armée dans les cadres du régime.

Après la signature du pacte franco-soviétique, la bourgeoisie française est devenue, selon « L'Huma », le gardien de la paix, le défenseur de la sécurité des peuples, l'ennemi de la guerre. On combat le gouvernement actuel non pas à CAUSE de sa politique impérialiste, en tant que gouvernement de la bourgeoisie, incapable de mener une autre politique que la politique impérialiste, on le combat, parce qu'il n'est pas conséquent dans la réalisation de la politique commune de paix de la France et de l'U.R.S.S., parce qu'il se laisse influencer par les prohitlériens français, parce qu'il hésite à appliquer la politique du pacte franco-soviétique. Il suffit d'y substituer un bon gouvernement issu de la « Délégation des gauches », gouvernement présidé par un « jacobin-radical », gouvernement qui expulsera de l'armée les officiers fascistes ou réactionnaires (résolution du B.P. du 17 avril, confirmée par le C.C. du 1-2 juin) et l'armée française sera complètement apte à remplir sa « misson pacifique ». Le député communiste tchèque Sverna, dans son discours du 24 mai, a mis les points sur les i en préconisant une armée FORTE (dans le régime bourgeois) « expurgée de ses éléments fascistes et dans laquelle les travailleurs jouiraient de leurs droits politiques ».

Ce programme, c'est un programme d'union sacrée. Les communistes français et tchèques font confiance à leur bourgeoisie respective pour assurer la défense de l'U.R.S.S., ils lui promettent le soutien à condition que certaines réformes soient réalisées, réformes qui ne changent en rien le caractère capitaliste, réactionnaire, antiouvrier de l'armée, organe de la politique impérialiste de la bourgeoisie. Faire croire aux masses que le gouvernement bourgeois français ou tchèque peut réaliser « une armée non impérialiste », armée de paix, sans qu'il soit nécessaire de renverser le régime capitaliste, cela signifie semer les pires illusions et préparer les pires déboires aux travailleurs.

La politique de la direction du P.C., en face de la bourgeoisie allemande et de la bourgeoisie française, est un exemple classique de la politique oppor-

tuniste en face de deux ennemis dont il faut utiliser les divergences. La bourgeoisie française, même après avoir signé le pacte, même au moment où elle combattrait aux côtés de l'U.R.S.S. contre l'Allemagne, reste l'ennemi du prolétariat ; la révolution socialiste reste le but du prolétariat français, et celui qui l'oublie, qui « suspend la lutte de classes » au moment où il s'agit de combattre l'impérialisme allemand, trahit objectivement les intérêts du prolétariat, passe la limite qui sépare un révolutionnaire prolétarien d'un politicien petit-bourgeois.

SUR LA TACTIQUE DEFAITISTE

Par réaction à la déclaration de Staline « approuvant la politique de défense nationale » de la France capitaliste, des camarades se prononcent pour l'application dans une guerre de ce genre de la même tactique que celle appliquée par Lénine lors de la guerre impérialiste de 1914-18 : de la tactique du défaitisme révolutionnaire. Ce point de vue fut exprimé, par exemple, par le camarade Raymard, délégué au Congrès de Mulhouse, qui déclara :

> « Que les ouvriers français ne doivent pas marcher dans une guerre tant que le pouvoir est, en France, entre les mains de la bourgeoisie, même si cette guerre met aux prises l'U.R.S.S. et la France, d'une part, et l'Allemagne hitlérienne, de l'autre. » (« L'Huma » du 12 juin.)

Marcau Pivert s'est exprimé dans le même sens, si l'on juge d'après le compte rendu de la presse. C'est aussi le point de vue défendu par la « Vérité » et par plusieurs camarades dans la discussion ouverte à ce sujet dans « L'Ecole Emancipée », organe de la Fédération unitaire de l'enseignement.

L'erreur de ce raisonnement consiste à ne pas voir le « nouveau » caractère contradictoire de la guerre avec la participation de l'U.R.S.S., guerre où sont, au fond, associées deux guerres différentes : la guerre de l'U.R.S.S. contre l'agression impérialiste et la guerre de deux groupes impérialistes. Nous laissons de côté ce problème « Que Faire ? » l'ayant déjà traité (1).

A côté de cette erreur, les camarades qui défendent le point de vue défaitiste commettent d'autres erreurs importantes. Ils considèrent que le prolétariat ne peut en rien aider l'Union Soviétique avant qu'il ne prenne le pouvoir, étant, selon eux impossible pendant la guerre sans la tactique défaitiste. Tant pis pour l'U.R.S.S., si la défaite de son alliée, la France bourgeoise, a des répercussions fâcheuses pour l'U.R.S.S.

« La Vérité » (du 25 mai) a trouvé une autre solution du problème. « Pour elle l'aide militaire apportée par la France à l'U.R.S.S. contre l'Allemagne ne serait nullement entravée par l'action de la minorité révolutionnaire. » Et au moment où elle sera assez forte pour « menacer directement la machine militaire de la bourgeoisie et compromttre son alliance avec l'U.R.S.S., cela signifierait que le prolétariat français est capable de conquérir le pouvoir de haute lutte. »

Si nous comprenons bien ce raisonnement, « La Vérité » veut dire que tant que nous ne serons pas assez forts pour prendre le pouvoir, notre politique envers la guerre quelle qu'elle soit ne pourra rien changer dans la marche des événements.

Ainsi et d'un seul coup, tout le problème de l'attitude du prolétariat envers la guerre (les mots d'ordre de sa lutte, la tactique) serait résolu. Dans ce cas la tactique du Parti communiste français devrait être exactement la même que celle du Parti communiste allemand malgré la différence du rôle joué par les deux pays dans cette guerre.

(1) Voir l'article de Lenoir dans le n° 4 de *Que Faire ?*

Malheureusement, la théorie de « La Vérité », si commode pour la solution des problèmes difficiles, ne correspond pas à la réalité.

L'aide apportée par la France capitaliste à l'U.R.S.S. peut être sérieusement entravée par l'action du prolétariat avant même qu'il ne devienne assez fort pour prendre le pouvoir.

L'argument, selon lequel on peut conquérir tout ou rien, n'est pas neuf dans le mouvement ouvrier. Dans le temps il a été employé contre la grève générale. Si nous sommes suffisamment forts pour organiser les grèves générales et arrêter toute la vie du pays, nous pouvons alors faire la révolution, et la grève générale est inutile. L'expérience a montré depuis lors que le prolétariat peut avoir assez de force pour faire la grève générale, pour arrêter — pendant une période limitée — la vie économique du pays, ce qui ne signifie pas du tout qu'il soit suffisamment fort pour faire la révolution.

De même l'expérience nous montre que le prolétariat peut menacer directement la machine militaire de la bourgeoisie et pourtant être trop faible pour conquérir le pouvoir. Les mutineries dans l'armée française en 1917 ne fournissent-elles pas l'exemple du mouvement populaire qui a entamé, pendant une certaine période, les forces militaires de la bourgeoisie, cependant le prolétariat n'était pas du tout prêt à conquérir le pouvoir à ce moment-là.

Dans le raisonnement de la « Vérité » la faute essentielle consiste à vouloir séparer par un mur artificiel l'action de la bourgeoisie et celle du prolétariat comme si les deux classes se mouvaient dans les régions différentes. La bourgeoisie comme telle est incapable d'aider l'U.R.S.S., sans le concours des ouvriers qui produisent, qui transportent les munitions, sans les travailleurs en uniforme de soldat qui combattent sur le front, sans le concours de l'ensemble des travailleurs. Or, dans la mesure où le parti du prolétariat agit sur les travailleurs, les organise pour des actions déterminées, il agit — dans un sens ou dans l'autre — sur l'aide militaire que la bourgeoisie française peut apporter à l'U.R.S.S. L'agitation défaitiste faite par une organisation qui exerce une réelle influence sur les masses ne peut qu'affaiblir les forces de la coalition franco-soviétique.

Nous devons utiliser chaque défaite de la France capitaliste pour développer notre agitation révolutionnaire, notre lutte pour le pouvoir. Mais nous ne pouvons pas ni souhaiter ces défaites, ni les préparer, vu les intérêts de la défense de l'U.R.S.S.

Les partisans du défaitisme dans la guerre envisagée ici emploient le terme « défaitisme révolutionnaire » sans bien se rendre compte de ce qu'il signifie. En mars 1915 la conférence de Berne des bolcheviks soulignait :

> « Dans chaque pays la lutte contre le gouvernement qui mène la guerre impérialiste ne doit pas s'arrêter devant l'éventualité de la défaite de ce pays à la suite de l'agitation révolutionnaire. La défaite de l'armée affaiblit le gouvernement, contribue à la libération des nationalités opprimées par ce dernier et facilite la guerre civile contre les classes dirigeantes. »

Si l'on admet que l'U.R.S.S.S. est incapable de mener seule la guerre contre l'impérialiste allemand avec chances de succès — ce qui est le cas — la défaite de son alliée, la France, ou la paix séparée conclue entre l'Allemagne et la France, équivaudrait à la défaite de l'U.R.S.S.

Dans ces conditions, pratiquer le défaitisme en France, cela signifie donc entraver AUSSI l'aide militaire que la bourgeoisie française peut apporter à l'U.R.S.S.

Le défaitisme révolutionnaire consiste essentiellement dans une propagande et agitation montrant que la défaite de son pays est un « moindre mal »,

dans l'organisation des manifestations et actions de masses SANS EGARD A LA DEFAITE, avec le DESIR de la défaite. Le prolétariat peut mener pendant la guerre des actions économiques et politiques — l'expérience historique le montre — sans souhaiter la défaite de son pays, donc sans employer la tactique du défaitisme révolutionnaire.

Aussi bien dans la grande révolution française, que dans les deux révolutions prolétarienne : la Commune et la Révolution d'Octobre, les partis révolutionnaires n'étaient pas défaitistes. Les Jacobins on accédé au pouvoir en combattant l'ennemi extérieur et l'ennemi intérieur, leur lutte contre la contre-révolution en France était dans une grande mesure, déterminée par la nécessité de mener une guerre révolutionnaire. Les communards, loin de souhaiter la défaite de la France, combattaient le gouvernement de défense nationale pour sa politique de capitulation envers les Prussiens, et préconisaient la guerre révolutionnaire. Enfin, les bolcheviks, après le renversement du tsar, n'étaient pas du tout défaitiste, ce qui ne les empêcha pas de ne pas faire la moindre concession à la défense nationale, de mener la lutte la plus énergique contre les gouvernements bourgeois et petits-bourgois de Kérensky et de renverser la bourgeoirie. Dans le discours de clôture au IVe Congrès des Soviets, le 15 mars 1918, Lénine reconnaît que les bolchéviks **étaient des défaitistes sous le tsar, mais sous Tseretelli et Tchernov, ils ne l'étaient pas.**

Lénine a adopté la tactique du défaitisme en 1914 pour les ouvriers de tous les pays, car cette guerre était des deux côtés une guerre pour le partage des rapines impérialistes. Le prolétariat ne pouvait souhaiter la victoire d'aucun des deux camps. Dans ces conditions, la défaite de son propre gouvernement était pour le prolétariat de chaque pays « le moindre mal », l'application de la même tactique défaitiste dans tous les pays bélligérants assurait la collaboration internationale des ouvriers luttant contre la guerre.

Dans la guerre avec la participation de l'U. R. S. S., le prolétariat ne peut considérer, comme en 1914-18, avec l'œil indifférent l'issue de la guerre. Il ne peut raisonner, comme Guesde, en 1885, quand il envisageait la possibilité d'une guerre anglo-russe imminente:

> « Nous pouvons donner carte blanche au Dieu des victoires, quel que soit son choix il travaillera pour nous. »

Dans une guerre, où l'existence de l'U.R.S.S. est mise en question, le prolétariat international ne peut donner carte au Dieu des victoires. La victoire de l'Allemagne hitlérienne et la défaite de l'Union Soviétique serait le plus grand désastre pour le prolétariat international ; une issue pareille exercerait une influence néfaste sur le dévloppement de la révolution internationale, elle consoliderait le capitalisme mondial pour toute une période, elle pourrait frayer le chemin à une nouvelle Sainte Alliance impérialiste, plus funeste encore que celle de 1815. Du point de vue du prolétariat international, la victoire de la bourgeoisie française, alliée à l'U.R.S.S., même si le prolétariat français ne réussissait au cours de cette guerre, à faire la révolution, serait « un moindre mal » par rapport à la victoire de l'Allemagne, de la coalition antisoviétique.

NOTRE POLITIQUE DE GUERRE

Le « nouveau » caractère de la guerre, avec la participation de l'U.R.S.S., nous oblige à modifier notre tactique, à employer une tactique différente de celle de Lénine en 1914. Tout en restant fidèle à notre politique révolutionnaire, tout en gardant notre hostilité intransigeante envers TOUS les impérialismes, l'existence de l'U.R.S.S. nous oblige d'adopter une attitude positive envers le pacte franco-soviétique. Tout en démasquant les buts impérialistes

de notre bourgeoisie, tout en gardant notre hostilité envers les alliances militaires des pays bourgeois. Les révolutionnaires prolétariens doivent DISTINGUER entre les brigands impérialistes, organisant la guerre contre l'U.R.S.S., et ceux qui pour le moment se préparent à faire la guerre à ses côtés, sans abandonner un seul instant notre lutte contre TOUS les impérialistes, en combattant toute propapande mensongère sur « l'attachement à la paix » des alliés de l'U.R.S.S., sur le caractère « non guerrier » de leur politique. Notre politique dans la guerre doit être la continuation de la politique prolétarienne révolutionnaire AVANT LA GUERRE, comme elle fut déjà définie dans « Que Faire ? » (Voir les numéros 4, 5 et 6.)

L'abandon de la tactique défaitiste se signifie nullement la suspension de la lutte des classes sous le prétexte mensonger qu'elle affaiblit la puissance militaire de la coalition franco-soviétique. L'abandon du défaitisme signifie seulement que dans les cadres de notre lutte pour le pouvoir, **il nous faudra tenir compte de la situation sur les fronts extérieurs**, de ne pas oublier que la lutte pour la révolution se joue aussi sur ce front-là et de **conformer (non subordonser. mais conformer)** notre tactique révolutionnaire à l'intérieur du pays aux nécessités de la défense de l'U.R.S.S.

Aucune préoccupation de la défense nationale du sol français devant la « barbarie hitlérienne » ne peut former la base de notre tactique. Notre but c'est permettre à l'U.R.S.S. d'utiliser l'aide que lui donne l'impérialisme français aussi longtemps que la révolution en France ou en Allemagne n'est pas escore mûre et en même temps préparer cette révolution pour remplacer l'allié impérialiste de l'U.R.S.S. par son seul allié véritable : le prolétariat.

Cette tactique n'a rien de commun avec la politique aveugle des C.C. qui veulent SURBORDONNER les intérêts historiques du prolétariat aux intérêts momentanés de l'U.R.S.S.

Pour le prolétariat révolutionnaire, l'Union Soviétique est une PARTIE intégrante de la révolution internationale, mais non un but en soi, non pas la révolution mondiale tout entière. Cela signifie que les ouvriers soviétiques doivent subordonner leurs intérêts particuliers aux intérêts de la révolution mondiale. Si, par exemple, la situation en France est telle que le prolétariat français peut déclencher la lutte directe pour le pouvoir — la guerre civile — il ne doit pas s'arrêter devant cette action, même si cela doit entraîner des DEFAITES PARTIELLES de l'U.R.S.S., même si l'U.R.S.S, doit, en liaison avec cela, perdre « plusieurs pouces » de son territoire pour un certain temps. Dans ce cas les ouvriers soviétiques auraient comme devoir de rompre leur alliance avec la bourgeoisie française, car cette alliance serait, DANS CES CONDITIONS, dirigée CONTRE la révolution socialiste française.

Les défaites partielles même sur le front soviétique, ne seront rien en comparaison avec la puissance nouvelle créée par la révolution, qui, avec une influence plus grande sur l'écrasement de l'Allemagne hitlérienne que les armées impérialistes de la France bourgeoise. La révolution en France non seulement portera la décomposition dans l'armée allemande, mais stimulera dans une mesure inouïe l'élan révolutionnaire des prolétaire russes.

Le seul critère pour le prolétariat dans la guerre, dans les situations qui peuvent changer, au cours même de la guerre, c'est l'intérêt de la révolution socialiste internationale, qui se confond avec les INTERETS HISTORIQUES des ouvriers de tous les pays. Les « défaitistes », en sacrifiant les intérêts de l'U.R.S.S. soi-disant au nom des intérêts du prolétariat français, agissent, en réalité, à l'encontre de ses intérêts historiques, l'écrasement de l'U.R.S.S. constituant un coup immense pour la révolution socialiste dans tout le monde. La direction du P.C.F. et de l'I.C., en sacrifiant la révolution française et

internationale au nom de prétendus intérêts de l'U.R.S.S., prépare l'écrasement de l'U.R.S.S. par l'impérialisme mondial.

Conformément aux enseignements du MANIFESTE COMMUNISTE :

> « Dans les différentes luttes nationales des prolétaires, ils (les communistes) mettent en avant et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité et communs à tout le prolétariat. »

POUR LA GUERRE REVOLUTIONNAIRE

Nous avons déjà dit que les ouvriers français prendront pendant cette guerre les armes que leur donne la bourgeoisie, non seulement pour les dresser contre cette dernière, à la différence de leurs frères allemands, ils auront un autre but encore : l'écrasement de l'agresseur contre-révolutionnaire de l'U.R.S.S. Toute notre tactique pendant cette guerre doit avoir pour base ces deux tâches et chaque oubli de l'une ou de l'autre nous poussera nécessairement vers l'union sacrée ou vers l'abandon de la défense de l'U.R.S.S.

Nous ne nous opposons pas à l'aide militaire que la bourgeoisie française peut accorder à l'U.R.S.S., mais nous affirmons que cette aide ne peut être ni suffisante, ni sûre, que chaque instant la bourgeoisie française peut changer de front et passer dans le camp des ennemis impérialistes de l'U.R.S.S Cette constatation exige donc l'indépendance politique complète du prolétariat français par rapport à sa bourgeoisie, elle exige que le prolétariat français n'ait pas un sou de confiance dans N'IMPORTE QUEL GOUVERNEMENT CAPITALISTE.

La guerre n'est pas résolue seulement par des moyens militaires, la conscience des masses joue dans la guerre moderne, guerre des peuples, un rôle de premier plan. Or, toute la politique de guerre de la bourgeoisie, politique de spoliation accrue des masses, la discipline de bagnes militaires sur le front et à l'arrière, les bacchanales des profiteurs de guerre auxquels l'Etat assure le profit, les buts impérialistes de la guerre — tous ces phénomènes qui accompagnent **inévitablement** chaque guerre menée par la bourgeoisie impérialiste ne peuvent qu'affaiblir chez les travailleurs du front et de l'arrière leur volonté de défendre l'U.R.S.S., ils mènent inévitablement à la désagrégation de l'armée, à l'idée d'une paix séparée, à l'abandon de l'U.R.S.S

Le prolétariat allemand est un allié dont le concours peut être décisif pour sauver l,U.R.S.S. La domination des impérialistes en France, la politique de brigandage et de spoliation de la bourgeoisie française repousse les ouvriers allemands dans les bras d'Hitler, elle est un obstacle pour leur mobilisation aux côtés de l'U.R.S.S. obligée de SUBIR l'alliance française.

Seule la guerre révolutionnaire — cest-à-dire une guerre qui ne se pose aucun but impérialiste, mais qui s'appuie sur la conscience de classe du prolétariat, mais qui se pose ouvertement comme but la victoire de la révolution dans tous les pays — seule une guerre pareille peut déclencher l'enthousiasme des masses, peut éveiller en elle la combativité, l'esprit de sacrifices nécessaires, le dévouement à la cause de la révolution. Nous avons vu comment les paysons russes qui déjà en 1916 n'étaient plus capables de mener la guerre, qui abandonnaient le front, comment les mêmes paysans et ouvriers, après une année de révolution, se sont avérés capables de donner des preuves du plus haut héroïsme et de plus grands sacrifices pour défendre leur patrie reconquise contre les impérialistes et les armées blanches. Le même exemple nous est fourni par les armées de la Grande Révolution française, dont les soldats à moitié nus ont réussi à battre l'ennemi ,mieux équipé et infiniment plus nombreux.

Seule une armée des sans-culottes d'aujourd'hui, qui brisent la discipline capitaliste et la remplacent par la discipline librement consentie de la dictature du prolétariat pourra réaliser effectivement la défense de l'U.R.S.S. C'est pourquoi la direction du P.C. trompe actuellement les prolétaires quand elle pense que l'Union sacrée pourra sauver l'U.R.S.S.

Or la guerre révolutionnaire ne peut y être menée que par le prolétariat au pouvoir. Non seulement Tardieu avec les officiers fascistes, mais aussi Herriot et Blum avec leurs propres officiers « jacobins » ou même « socialistes » ne peuvent mener qu'une guerre impérialiste.

Seul le prolétariat au pouvoir peut faire la guerre révolutionnaire, peut transformer l'alliance de la bourgeoisie française avec l'U.R.S.S. en alliance révolutionnaire avec la Russie révolutionnaire. C'est la meilleure aide que les ouvriers français peuvent apporter à l'U.R.S.S., car il ne faut pas oublier que la domination de la bourgeoisie en France rend l'U.R.S.S. incapable, dans le cadre de l'alliance avec la France, de déclencher la guerre révolutionnaire.

En 1891, Engels, sur l'alliance franco-russe, a montré que la domination de la réaction en Russie affaiblit la position de la France démocratique, son alliée.

> « Dans la guerre en commun... avec cette réaction (russe)... la France, dans le cas de la défaite, ne pourrait pas avoir recours au seul moyen vraiment salutaire : au moyen de 1793. »

Engels a en vue la mobilisation de toutes les forces populaires, la transmission de la propagande révolutionnaire dans les pays ennemis. Dans ce cas le tsarisme s'associerait immédiatement avec les ennemis de la France.

On peut maintenant appliquer le même raisonnement à l'U.R.S.S.. la France impérialiste jouant ici le rôle de la Russie tsariste.

Ainsi notre but dans la guerre éventuelle franco-soviétique contre l'Allemagne, doit être la préparation de la guerre révolutionnaire contre l'Allemagne, et non pas la défaite de la France. Nous devons combattre la bourgeoisie française en montrant, à chaque pas, à l'occasion de chaque événement, ses buts impérialistes, ses velléités de trahison de l'U.R.S.S., en plein combat. Il faut montrer comment sa politique mène à la désagrégation en Allemagne.

Le parti du prolétariat doit mener pendant la guerre une politique d'actions révolutionnaires de masse — au front comme à l'arrière. Il doit lutter contre toute tentative de domestication ou décapitation ou de démolition des organisations ou de la presse prolétarienne, pour faciliter au maximum le libre déploiement de la lutte de classe.

Les revendications immédiates doivent aider les masses à comprendre la nécessité de renverser le pouvoir capitaliste pour aider efficacement l'U.R.S.S., pour aider les ouvriers allemands à faire leur révolution, c'est-à-dire que devront être mis en avant des mots d'ordre tels que : l'élection des officiers par les soldats, le contrôle ouvrier sur la fabrication et le transport des armes et des munitions, le contrôle ouvrier sur le ravitaillement, le contrôle des opérations militaires par les comités des soldats élus, l'armement du prolétariat, la lutte énergique contre les spéculateurs et profiteurs de guerre. etc

Cette lutte, si elle n'est pas limitée, par les cadres illusoires de « démocratisation de la guerre » ou du contrôle. Le passage du pouvoir au prolétariat doit permettre au parti révolutionnaire du prolétariat de mobiliser les masses pour la guerre civile contre la bourgeoisie de son pays.

Sans renoncer pour un instant à la lutte de classe, à sa mission révolutionnaire, en combattant à l'extrême toute idéologie de l'union sacrée, le prolétariat français, dans une guerre où l'existence de l'U.R.S.S. sera en question, doit concentrer tous ses efforts pour assurer la défaite des ennemis de l'U.R.S.S. en préparant la guerre révolutionnaire aux côtés de la Russie révolutionnaire.

Marcel BREVAL.

Sur la Lettre de Lénine aux Ouvriers Américains

Avant que Staline n'ait écrit sa fâmeuse phrase et que le pacte franco-soviétique ne fût signé, nous avons, dans « Que Faire ? », (n° 5 du 1er mai) publié un extrait de la lettre de Lénise aux ouvriers américains. Le but que nous poursuivions en publiant cet extrait était de démontrer que les communistes ne rejetaient pas en principe toute alliance militaire de l'U.R.S.S. avec un brigand impérialiste. Nous avons voulu expliquer que l'Etat prolétarien avait toujours le droit d'utiliser les intérêts « d'une cocarde contre les intérêts d'une autre cocarde » (1).

Quelle ne fut notre surprise, lorsque nous lûmes dans « L'Humanité » également un extrait de cette lettre de Lénine. Je dis surprise, car en citant cet extrait « L'Humanité » ne cherchait pas à expliquer le pacte, mais plutôt à justifier la déclaration de Staline. Ne sachant pas comment expliquer cette déclaration les dirigeants du parti n'ont pas hésité à déformer le sens de la lettre de Lénine. En effet, quel rapport y a-t-il entre la lettre de Lénine et la déclaration de Staline ? Dans le passage de cette lettre cité par « L'Humanité » Lénine explique pourquoi l'U.R.S.S. fut amené à chercher à utiliser les intérêts d'un impérialisme contre un autre, mais ni dans ce passage, ni dans le reste de la lettre Lénine ne dit qu'il « comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale faite » par l'impérialisme avec lequel il s'entend.

Que les dirigeants du parti utilisent la lettre de Lénine pour faire approuver le pacte franco-soviétique, cela se comprend encore. Mais qu'ils s'en servent pour justifier la déclaration de Staline, c'est un non sens. D'ailleurs si nous examinons de près cette lettre, nous voyons que Lénine tient vis-à-vis de la France un tout autre langage que Staline.

Après avoir parlé des « calomnies les plus éhontées » déversées sur la révolution russe par la presse anglo-française et américaine, Lénine explique que pour réfuter tous ces mensonges il suffit d'indiquer « qu'en octobre 1917 les ouvriers de Russie renversèrent leur gouvernement impérialiste, — le pouvoir des Soviets, le pouvoir des ouvriers et paysans révolutionnaires offrit ouvertement une paix de justice, sans annexions ni contributions, une paix qui observât entièrement l'égalité des droits pour toutes les nations. — il offrit cette paix à tous les pays en guerre ».

Et Lénine ajoute :

> « Ce fut précisément la bourgeoisie anglo-française et américaine qui refusa d'accepter notre proposition, ce fut elle qui a refusé même de parler de paix générale avec nous ! **Ce fut elle qui agit traitreusement envers les intérêts de tous les peuples et qui prolongea indéfiniment la boucherie impérialiste !** » (Souligné par nous. — P. R.)

Et encore :

> « Il est difficile de se représenter une hypocrisie plus écœurante que celle avec laquelle la bourgeoisie anglo-française et américaine met sur notre dos, la « faute » de la paix de Brest ! Ce sont justement les capitalistes des pays dont il dépendait de transformer Brest en des pourparlers généraux pour une paix générale, ce sont précisément ces par le pillage des colonies et par la boucherie des peuples ont prolongé capitalistes qui se posent en « accusateurs » devant nous !

(1) Nous renvoyons nos lecteurs à la lecture des numéros 4, 5 et 6 de *Que Faire ?*

> « Les vautours de l'impérialisme anglo-français qui se sont enrichis par le pillage des colonies et par la boucherie des peuples ont prolongé la guerre pendant bientôt une année après Brest ; et ce sont eux qui nous « accusent », nous les bolcheviks, qui avons offert une paix de justice à tous les pays, nous, qui avons déchiré, publié, livré au mépris universel les criminels traités secrets conclus entre l'ex-tsar et les capitalistes anglo-français. »

Et dans le passage cité par « L'Humanité » il est dit :

> « ... Contre l'offensive des rapaces allemands, nous avons utilisé, dans l'intérêt de la révolution socialiste russe et internationale, les contre-intérêts **tout aussi rapaces** (souligné par nous — P. R.) des impérialistes adverses. »

Puis Lénine n'hésite pas à déclarer que l'entente inverse serait tout aussi possible :

> « Et les requins de l'impérialisme anglo-française et américain auront beau hurler de colère ; ils auront beau nous calomnier, ils auront beau dépenser des dizaines de millions à acheter les journaux social-révolutionnaires, menchévistes et social-patriotiques en général, je ne balanserai pas une minute à conclure une « entente » semblable avec les rapaces de l'impérialisme allemand, au cas où l'offensive des troupes anglo-françaises contre la Russie l'exigerait.

Voilà quel est, dans cette lettre, le langage de Lénine envers les alliés et la bourgeoisie française. On se rend facilement compte que ce langage n'a rien de commun avec la déclaration de Staline.

D'autre part, on peut lire journellement dans la « Pravda » et dans « L'Humanité » que la France est un pays de paix, de pacifisme vigilant, un pays qui n'a pas oublié l'invasion de son territoire, un pays dont la civilisation et la culture, etc., etc... Bien entendu cette presse ne dit pas — ou plutôt on ne dit plus — que la France pille l'Indochine, le Maroc, la Tunisie, l'Algérie et l'Afrique Occidentale, qu'elle maintient la dictature sanglante en Roumanie, en Yougoslavie, en Autriche et dans les Balkans, qu'elle favorise et soutien le complot des monarchistes contre la révolution espagnole, qu'elle prépare cyniquement la guerre pour renforcer encore plus son hégémonie et sa domination sur les autres peuples.

Et c'est pour justifier cette attitude de capitulation honteuse devant l'impérialisme français que « L'Humanité » a publié la lettre de Lénine aux ouvriers américains ! Vraiment le choix a été malheureux.

Pierre RIMBERT

VIE DU PARTI

LE PARTI ET LA DECLARATION DE STALINE

Des renseignements, que nos amis nous font parvenir de divers côtés, sur les réactions des camarades du parti sur la déclaration « historique » de Staline, montrent que cette déclaration, **approuvée par le C.C. du 1-2 juin,** est loin d'être approuvée par le parti. La direction a réussi, une fois de plus, par les déclarations démagogiques — « tout reste comme auparavant » — par l'appel à la « fidélité au parti et à l'U.R.S.S. », par des menaces et des sanctions, à empêcher la base du parti de prendre conscience nette de la situation. Elle a réussi à étouffer, pour le moment, les voix critiques.

Le fait que l'organisation des opposants à la politique fausse de la direction est encore très faible a facilité au C.C. son opération d'étouffement.

D'où l'enseignement : il faut renforcer notre organisation « Que Faire ? » Tous les camarades qui voient que la direction du parti nous mène vers de nouveaux désastres, vers l'union sacrée, doivent nous écrire, se mettre en liaison avec nous. Nos amis doivent former partout des groupes des amis de « Que Faire ? » et se lier à la rédaction de la revue.

Plusieurs camarades — à Paris et en province — nous ont envoyé leur adhésion, la déclaration de Staline les ayant convaincu de la justesse de notre voie. Les tracts que nous avons lancés ont reçu, en général, un bon accueil. Avec l'aide de tous nos amis nous espérons pouvoir faire mieux dans l'avenir, organiser et coordonner les protestations des organisations du parti, les fusionner dans un courant qui posera avec force, devant tous les communistes, le problème de rénovation du parti.

Nous publions ci-dessus quelques renseignements fragmentaires qui complètent les premières informations. (Voir l'éditorial du n° 6 de « Que Faire ?).

N. D. L. R.

Auxerre (Yonne). — L'assemblée générale du rayon du 16 juin, a adopté par 14 voix contre 1 et 2 abstentions, une motion où, entre autres, les communistes d'Auxerre « regrettent que le P.C.F. ait attendu la déclaration de Staline pour envisager les moyens concrets de défendre l'U.R.S.S. » Ils pensent que seul un congrès national du parti « a qualité pour trancher une question aussi grave ». Ils « réclament énergiquement la reprise de la campagne contre les deux ans et les préparatifs de guerre ».

Une autre motion, condamnant énergiquement la déclaration de Staline et toute la « nouvelle politique » du parti, exigeant le retour immédiat à la politique de l'internationalisme prolétarien a recueilli 4 voix, 11 contre, 2 abstentions.

Ces deux motions furent envoyées au Comité Central qui ne dira naturellement rien au parti.

Alpes-Maritimes. — Le Comité régional a approuvé l'attitude du C.C. par 16 voix **contre 4**, après un long « travail préparatoire » du secrétaire régional. Un rayon des jeunesses communistes s'est prononcé, paraît-il, contre le pacte franco-soviétique.

Paris (14e). — Un camarade a voté contre la résolution, approuvant la déclaration de Staline, lors d'une assemblée d'information.

Aux Lilas (Seine). — Le camarade V. a été suspendu du parti pour avoir publiquement manifesté son désaccord avec la déclaration de Staline.

Au Pré-Saint-Gervais (Seine). — Des camarades des J. C. sont menacés de sanctions pour avoir indiqué leur désaccord dans les cadres de l'organisation.

A Dreux, Nancy, Bergerac, etc... plusieurs camarades sont intervenus contre la politique de Staline.

A Dôle (Jura). — La conférence du rayon a manifesté une telle hostilité que le représentant du secrétariat du P.C. n'a pas osé mettre aux voix la résolution approuvant Staline.

De Clermont-Ferrand on nous écrit qu'une vaste opération de « redressement » vient d'avoir lieu après une conférence. Les détails manquent.

Nous répétons, ces informations ne donnent qu'une parcelle du mouvement de protestation dans le parti contre la « nouvelle politique ».

Le Gérant : G. RUCAR.

Impressions Modernes, 37, boulevard de Strasbourg, Paris (10e)